

N° 2718
61^e année
du 1^{er} au
14 février 2007
Prix : 3€ (20 F)



L'ACTION FRANÇAISE 2008

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

DOSSIER

ÉCOLOGIE ET POLITIQUE

par
Jean-Philippe CHAUVIN
MICHEL FROMENTOUX
Pierre LAFARGE
Bernard LHÔTE
Marc VAN de SANDE

Entretien avec
M^{gr} le Comte de Paris,
Duc de France

pages 7 à 10

La République des coups bas

L'ESSENTIEL

Pages 2 et 4

POLITIQUE FRANÇAISE

– **Nouvelle-Calédonie :
la révolte des loyalistes**

par Pierre PUJO

– **L'abbé Pierre,
de l'Amour à la "Cause"**

par Michel FROMENTOUX

Pages 5 et 6

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

– **Kosovo : le crime
albanais récompensé ?**

par Komnen BECIROVIC

– **Proche-Orient :
le tournant décisif**

par Pascal NARI

Page 11

COMBAT DES 5DÉES

– **Maurras positiviste ?**

par Pierre PUJO

Pages 13 et 16

HISTOIRE

– **Princes
et princesses d'Orléans**

par Anne BERNET

– **La famille de France
en vérité**

par Michel FROMENTOUX

Page 12

ARTS ET LETTRES

– **La fourmi et la cigale**

par Monique BEAUMONT

– **Leçon de journalisme.**

par Pierre LAFARGE

Page 14

LES GRANDS TEXTES

– **La société découle de la
nature même de l'homme**

par Gérard BAUDIN

Vers une crise de l'industrie automobile

À l'approche de l'élection présidentielle, les délocalisations n'occupent qu'une place très marginale dans le "grand débat national"... Jusqu'à maintenant, les entreprises "en partance" appartenaient à des secteurs en déclin (houillères, chantiers navals, fonderies...) ou des branches à forte main d'œuvre peu qualifiée (jouet, textile, montage électro-ménager...). Dans quelques années, c'est la construction automobile qui sera touchée de plein fouet.

Tous les signes avant-coureurs d'une telle crise se manifestent. Le vent d'ouest est porteur de mauvais présages ! Le groupe Ford, ancien numéro 2 mondial, vient de publier des résultats catastrophiques : 13 milliards de dollars de

pertes pour l'exercice 2006. L'entreprise américaine va fermer des usines aux États-Unis et en ouvrir de nouvelles dans les pays où la main d'œuvre est bon marché.

Délocalisations

En Europe, le départ des constructeurs est déjà engagé. Renault a fermé dans les années quatre-vingt-dix son usine belge de Vilvorde, pour mieux investir en Roumanie en prévision de l'entrée de ce pays dans l'Union euro-

péenne. Volkswagen suit aujourd'hui la voie tracée par la firme au losange : fermeture de son usine belge, renforcement de sa filiale tchèque ; Peugeot et Toyota viennent d'ouvrir une usine commune en République tchèque pour construire leurs petits modèles ; Chevrolet produit dans une usine hongroise ses véhicules d'entrée de gamme, etc. Quelques barrières douanières demeurent pourtant à l'entrée de l'UE, préservant cette industrie d'une crise semblable à celle du textile. Mais tout le monde se prépare à y être confronté.

Renault a perdu plus de 5 % de parts de marché en Europe en 2006, et Peugeot près de 3 %, dans un contexte déjà marqué par une diminution générale des ventes. Pour maintenir des marges bénéficiaires plusieurs plans de redressement ont été engagés : les investissements sont reportés à des jours meilleurs ou ils sont délocalisés, les effectifs sont réduits... Les sous-traitants sont mis à rude épreuve : révision des prix négociés, report des dates de paiement, arrêt des commandes... Et si cela s'avère insuffisant, c'est dans les pays émergents qu'on ira choisir un fournisseur ! Le secteur des équipementiers pourrait s'en trouver sinistré dans les prochaines années.

MANIPULATIONS

■ **Jean-Marie Le Pen aura-t-il les cinq cents signatures d'élus nécessaires pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle ? Aujourd'hui, 1^{er} février, ce n'est pas assuré. Le décret de convocation des électeurs sera publié le 22 février au Journal Officiel. Les 47 289 élus (principalement des maires) auront jusqu'au 16 mars pour signer le formulaire de parrainage, soit trois semaines. Le délai était de cinq semaines en 2002. M. Le Pen juge que c'est une « régression ».**

Le président du Front national peine en effet à recueillir toutes les signatures dont il a besoin. Il lui en manque encore deux cents. Pourtant, en 2002, il a réuni au premier tour 17 % des suffrages et son audience dans le pays a plutôt tendance à s'accroître.

Les réticences des maires à accorder leur parrainage viennent de ce que leurs noms sont publiés au Journal Officiel, lequel s'apparente au pilori où l'on exposait jadis les criminels. Jean-Marie Le Pen est diabolisé, comme on sait, depuis de nombreuses années, et les maires craignent que les préfets – dont ils ont constamment besoin dans l'administration de leur commune –

leur tiennent rigueur du parrainage qu'ils auront accordé à un candidat "maudit".

Nos gouvernants tiennent de grands discours sur le pluralisme nécessaire des candidatures, mais, simultanément, ils l'entravent indirectement. S'ils voulaient être cohérents ils rétabliraient l'anonymat des parrainages, dont seul le Conseil constitutionnel aurait connaissance. Le système actuel permet au pouvoir de manipuler l'élection présidentielle à sa guise. A-t-il besoin d'avoir un ou plusieurs candidats dits d'"extrême-droite" pour drainer un certain électorat ? Il facilitera l'obtention des parrainages nécessaires. De même pour les candidats d'extrême-gauche qui enlèveraient des suffrages à Ségolène Royal.

Aujourd'hui, en cas d'absence de M. Le Pen de la compétition, M. Sarkozy peut espérer recueillir une partie des suffrages qui seraient allés au chef du Front national. Mais une autre partie irait à M^{me} Royal. Un jeu risqué, qui achèverait de déconsidérer la démocratie en France.

A.F.

La France fait la manche

En réaction, la France sollicite l'aide de Bruxelles : elle entend bénéficier du fonds européen d'ajustement à la mondialisation (sic !). Sa mise en place, le 1^{er} janvier dernier, fut une conséquence du référendum du 29 mai 2005. Elle devait répondre à l'impopularité des institutions européennes... C'est le comble de l'hypocrisie : au lieu de corriger ses choix politiques en matière d'ouverture commerciale, la Commission persiste et propose de jouer les ambulances. Son attitude démontre néanmoins qu'elle a parfaitement conscience des enjeux...

Henri LETIGRE

M 01093 - 2718 - F: 3,00 €



Les bonnes terres aux Kanaks

Du 15 au 19 janvier le journal de 13 heures de T.F. 1 a diffusé un reportage sur la Nouvelle-Calédonie, soulignant la beauté de ses paysages, la diversité de sa population, la gentillesse de ses habitants, lesquels s'accommodent très bien de vivre dans le giron de la France qui a respecté leurs coutumes.

Nous avons noté deux faits : d'abord, la population mélanésienne, ou "kanak" (63.000 habitants) parle 28 langues. Heureusement, les tribus ont le français pour communiquer entre elles...

Autre image furtivement saisie : un mélanésien transportant à bicyclette des baguettes de pain : l'empreinte de la France au fin fond de la brousse...

Nous relèverons cependant un énorme mensonge : les mélanésiens auraient été, nous a-t-on dit, expulsés des terres situées entre Nouméa et Bourail pour y installer des colons français. En fait, ces terres de la côte ouest n'étaient pas cultivées par les mélanésiens car trop sèches et infectées de niaoulis, des arbustes difficile à arracher. En revanche, les bonnes terres de la côte est, bien arrosées, ont été réservées aux mélanésiens, et il n'a tenu qu'à eux d'en obtenir de meilleurs rendements.

P.P.



10, rue Croix-des-Petits-Champs,
75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Pierre Pujo**
- Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
- Politique : Georges Ferrière, Yves Lenormand
- Politique étrangère : Pascal Nari
- Chronique militaire : Bernard Guillerez
- Économie : Henri Letigre, Serge Marceau.
- Enseignement, famille : **Michel Fromentoux**, chef de rubrique
- Sciences et société : Guillaume Chatizel,
- Outre-mer : Pierre Pujo
- Médecine : Jean-Pierre Dickès
- Livres : René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- Arts-lettres-spectacles : Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
- Cinéma : Alain Waelkens
- Combat des idées : Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- Art de vivre : Pierre Chaumeil
- Chroniques : Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost
- Photos : François Tabary

Abonnements, publicité, promotion :
Monique Lainé

NOUVELLE-CALÉDONIE La révolte des loyalistes

Le projet de Jacques Chirac de "geler" le corps électoral à l'année 1988 en vue des prochains scrutins territoriaux en Nouvelle-Calédonie suscite la révolte des loyalistes (que *Le Monde* appelle perfidement les "non-indépendantistes") dans la grande île française du Pacifique. Le président de la République a décidé cela pour honorer une promesse de Lionel Jospin dans ce qu'on appelle "l'Accord de Nouméa" d'avril 1999.

Le gel du corps électoral nécessite une révision de la Constitution. C'est en effet une atteinte aux principes de la démocratie selon lesquels tous les citoyens français possèdent un égal droit de vote. Il faut donc que le peuple français, par le biais d'une révision constitutionnelle, avalise cette entorse.

Un projet de révision a été adopté le 13 décembre 2006 par l'Assemblée, puis le 16 janvier par le Sénat. Seuls douze sénateurs ont voté contre. L'UDF, les socialistes et les communistes se sont joints à la majorité pour approuver le texte. Celui-ci sera soumis au vote du Congrès du Parlement réuni à Versailles fin février. On peut espérer que le projet ne réunira pas les 3/5^e du Congrès nécessaires pour être adopté. Si Nicolas Sarkozy le voulait il pourrait mettre Chirac en échec après l'accrochage qu'il a eu en décembre avec M. de Villepin sur la question. Mais on peut craindre qu'il n'en soit rien : Dominique de Villepin a obtenu la participation des parlementaires U.M.P. au Congrès de Versailles, en échange de sa visite-éclair à l'intronisation de Sarkozy le 14 janvier...

Souhaitons, malgré tout, qu'il y ait suffisamment de parlementaires U.M.P. pour empêcher le mauvais coup de Chirac de réussir lors du vote final.

Un projet raciste

Xavier Ternisien, envoyé spécial du *Monde* à Nouméa, donne la raison profonde du gel du corps électoral : « ... **au terme des articles 4 et 188 de la loi organique issue de l'accord de Nouméa, la restriction du corps électoral constitue la base d'une citoyenneté calédonienne [...]. Pour les indépendantistes la citoyenneté calédonienne constitue la base d'une future "nationalité calédonienne" dans le cas où le référendum d'autodétermination, prévu au plus tôt en**

2014, déboucherait sur l'indépendance ».

Tel est bien l'objectif de "l'Accord de Nouméa" : l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie. Une indépendance que les Calédoniens, toutes ethnies confondues, ont déjà rejetée lors du référendum du 13 septembre 1987 mais que Jospin et les socialistes ont projeté d'imposer aux Calédoniens.

En vérité, le gel du corps électoral, destiné à avantager les mélanésiens ("kanaks") est un projet raciste, anti-blancs, anti-jaunes, anti-européens, anti-wallisiens, anti-polynésiens. Il rejette dans une catégorie inférieure de citoyens tous ceux qui se sont installés en Nouvelle-Calédonie depuis 1988 ou viendraient à s'y installer. Il établit une ségrégation dans la population.

Il n'y a qu'une issue au débat actuel : proclamer qu'il n'existe en Calédonie qu'une seule catégorie de citoyens : des Français à part entière.

Pierre PUJO

LE CRÉNEAU

● **ÉVOQUANT** la V^e République, Philippe de Saint Robert écrit dans **LE SPECTACLE DU MONDE** (janvier 2007) : « **Ce avec quoi le général De Gaulle a rompu, c'est avec les pratiques délétères de la III^e et de la IV^e République dont le parlementarisme excessif paralysait l'exécutif, le déstabilisait sans cesse, mais certes pas avec la longue tradition capétienne de la France, qui voulait que le roi fut "empereur en son royaume" et que notre souveraineté fut inaliénable sous peine de forfaiture, tout cela étant parfaitement transposable en une république digne de ce nom, celle-là même qu'il avait conçue et que les actuelles propositions de "rupture" achèveraient de mettre à mal.** »

On s'en doute : le gaulliste Philippe de Saint Robert n'est pas sarkozyste... Cela dit, il était aléatoire de soutenir que la tradition capétienne était "transposable en une république digne de ce nom". Ladite tradition est de plus en plus oubliée sous la V^e République. Pour la rétablir vraiment, il aurait fallu restaurer le Roi capétien.

Nous saluons une très belle phrase de Philippe de Saint Robert : « **La France semble comme une âme en peine parce qu'on ne cesse de l'inviter à tourner le dos à son histoire** ».

Le recul du catholicisme

● Un sondage publié début janvier par le **MONDE DES RELIGIONS** indique que 51 % seulement des Français se disent catholiques, mais 31 % des catholiques ne sont pas assurés de l'existence de Dieu et 7 % pensent que Dieu n'existe pas... 17 % seulement d'entre eux se rendent à la messe au moins une ou deux fois par mois. Ces chiffres indiquent que la déchristianisation de la France se poursuit.

Le P. Madeleine s.j., ancien rédacteur en chef de la revue *Les Études*, juge dans un entretien publié par le Figaro (10/1/2007) que cela est dû à la diminution du nombre des enfants catéchisés : « **Nous en sommes à la deuxième génération**

non catéchisée ». Les catholiques ne connaissent plus les dogmes. Il ajoute : « **Mais je pense aussi que la société fait aussi payer à l'Église le monopole de la régence sur les consciences longtemps exercée. Comme l'affirme le sociologue britannique Grace Davie, les catholiques européens sont désormais dans une logique de "Believing without belonging", de croyance sans volonté d'appartenance.** »

Le constat est exact. Mais le monopole qu'évoque le P. Madeleine remonte à une époque révolue depuis longtemps. Tout en tolérant la diversité des options religieuses, l'Église ne doit pas craindre de proclamer la Vérité. La situation actuelle ne résulte pas d'une fatalité, mais de la démission de trop de membres du clergé qui ont voulu aller au "monde moderne" et trouver des accommodements avec ses normes, au lieu de travailler à le convertir.

Mensonge et démocratie

● **VIVRE AUTREMENT MAGAZINE**, "le mensuel de la culture alternative" publie son premier numéro en février 2007. Il se donne pour devise « **Un esprit sain dans un corps sain dans le monde d'aujourd'hui** » et apporte d'utiles réflexions pratiques à ses lectures. On y remarque un article : Peut-on encore faire confiance aux promesses politiques ? d'Alexandre Folkestone. Celui-ci publie plusieurs témoignages, dont celui de Jocelyne : « **Mettez-vous à la place d'un candidat, votre objectif est de convaincre les électeurs de voter pour vous. Pourquoi iriez-vous prendre le risque de dire la vérité (qu'il faut travailler plus et plus longtemps pour défendre nos retraites, par exemple) alors que ses "concurrents" promettent d'augmenter l'impôt sur les sociétés ? Il sait d'avance que sa franchise le mettra hors course. Alors, il devient réaliste et fait ce que font tous les hommes politiques, il dit ce qu'il faut dire pour être élu et il sait que cela n'a aucun rapport avec ce qu'il faut faire, mais c'est la**

condition incontournable pour être élu. On reproche souvent aux élus de nous mentir, mais regardons plutôt comment nous traitons ceux qui nous disent la vérité. »

Autre témoignage d'Élise, élue de la région Centre : « **Aujourd'hui, il faut mentir pour être élu et ne pas faire de vagues (pas de réformes et donc pas de grèves) pour être réélu. Que croyez-vous que nous fassions. Nous appliquons les règles du jeu fixées par les électeurs. C'est donc dans l'éducation civique au sens large du terme que se trouve la sortie de ce cercle vicieux qui mine nos démocraties. La solution, ce n'est pas moins ou plus de démocratie, mais mieux de démocratie** ». Erreur ! C'est la démocratie qui condamne celui qui dit la vérité à ses électeurs et favorise le menteur et le démagogue. Il en est ainsi depuis que la démocratie existe. C'est pourquoi dans un État ordonné la part de la démocratie doit être circonscrite et les décisions essentielles ne doivent pas revenir à des gens obligés de mentir pour être élus (Vivre Autrement Magazine, 1500 chemin de Repentance, 13100 Aix-en-Provence).

De Louis XIV à la V^e République

● Jean-Marc Bastière, rédacteur en chef de **FAMILLE CHÉTIENNE** (13/1/2007) compare l'État sur lequel régnait Louis XIV et celui que nous subissons aujourd'hui : « **"Premier révolutionnaire", selon l'historien Roland Mousnier, puisqu'en voulant imposer l'égalité de tous devant le roi, il a préparé l'égalité de tous devant la loi. Mais en même temps, comme le montre Jean-Christian Petitfils [Louis XIV Tallandier, 2006] son pouvoir "prétendument absolu" fut un pouvoir faible : pour mener à bien la centralisation et l'unification du royaume, il a dû s'appuyer sur les clans et les clientèles, entretenir des privilèges, confirmer des libertés locales ou corporatives, traiter avec des institutions désuètes qu'il aurait aimé supprimer [...]**

Le pouvoir de Louis XIV n'était "absolu" que dans la mesure où sa puissance ne l'était pas. Sa volonté politique affirmée – et l'éclat de son gouvernement – devait pallier l'insuffisance de moyens [...]

Aujourd'hui, nous vivons en quelque sorte un problème inverse. Un État administratif puissant – jusqu'à s'appeler "Providence" mais une volonté politique vacillante. Crise lancinante de l'État-nation, remis en cause de toutes parts : par le haut – les instances supranationales – par les côtés – une économie mondialisée, par le bas – les individus. Un État obèse, dispendieux, parfois impotent, mais réclamé à cor et à cris à la moindre peccadille, comme une mère protectrice et nourricière... et en même temps à la légitimité contestée quand il s'affirme abruptement, avec l'autorité d'un père, comme porteur d'une histoire ou d'un idéal. »

C'est la démocratie qui a rendu notre État obèse et impuissant. Le problème de la France est de retrouver à sa tête une volonté politique qui bruse les conservatismes et les privilèges pour opérer les réformes indispensables.

J.C.

LE T.P.I.Y. ÉPINGLE

Le dossier sur le tribunal pénal international pour la Yougoslavie publié dans le numéro du 4 janvier 2007 de L'Action Française 2000 a fait l'objet d'un grand résumé sur le site www.istina.at, qui diffuse un hebdomadaire électronique sous la direction de Pierre Milatovic. Les photographies des rédacteurs de L'A.F. 2000 accompagnaient le texte. Précisons que ce site bénéficie de 7 à 8.000 entrées par semaine. C'est le numéro correspondant au Noël orthodoxe (7 janvier) qui a fait sa place à notre dossier.

LA RÉPUBLIQUE DES COUPS BAS

Dans son discours d'intronisation de la Porte de Versailles, le 14 janvier, Nicolas Sarkozy proclamait avec force : « **Je veux une République irréprochable** ». Il n'est pas le premier à annoncer ainsi une "bonne République". Ce fut longtemps – et c'est demeuré – l'illusion de pas mal de gens de droite qui croient que les scandales, les crimes, les fautes, les négligences sont imputables à nos seuls gouvernants du moment, alors que, même si leur part de responsabilité personnelle ne doit pas être oubliée, leur comportement est souvent dicté par les mécanismes du régime. Une "République irréprochable" est tout le contraire de ce qu'ont été nos cinq républiques. Ce slogan est tout juste propre à tromper les électeurs.

Pour ne pas être en reste, François Bayrou s'engageait l'autre jour à faire une « **République honnête** ». Un vœu hypocrite de plus... Mais quel est le plus important : avoir un régime politique qui protège les intérêts du pays ou bien qui respecte les principes de la morale bourgeoise ? Dans les faits, nos républiques n'ont été ni l'un ni l'autre...

Une guerre de truands

La République en France est en fait un système où les clans se déchirent le pouvoir, surtout en période électorale, se livrent à toutes sortes de coups bas pour déstabiliser leurs adversaires et, quand l'occasion se présente, s'arrangent pour contourner la loi afin de s'assurer tel ou tel avantage.

Ainsi, entre Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal, le pugilat a-t-il commencé. Les ségolistes accusent le ministre de l'Intérieur d'avoir prescrit aux Renseignements généraux une enquête sur le nommé Bruno Rebelle, ancien directeur de Greenpeace pour la France et rallié récemment à la candidate socialiste. M. Rebelle est-il suspect de s'être livré à des actes répréhensibles ? On ne sait pas. Mais le seul déclenchement d'une enquête de police est réputé infamant. On l'a constaté avec l'"affaire Clearstream" où, cette fois-ci, Dominique de Villepin était accusé d'avoir mis son rival Sarkozy sur une liste de gens détenant un compte clandestin à l'étranger...

Les clameurs poussées par les ségolistes sont excessives, et leur championne n'a subi, du fait de cette enquête, aucun préjudice. Il reste qu'ils n'ont pas tort d'accuser M. Sarkozy de se servir de ses fonctions de ministre de l'Intérieur au bénéfice de sa candidature à la présidence de la République. Tous les locataires de la place Beauvau ont de tout temps procédé de même, mais c'était au profit du pouvoir en place, non d'eux-mêmes ! Dans une "République irréprochable", M. Sarkozy aurait démissionné dès l'annonce de sa candidature. La République est le cadre d'une guerre de truands pour qui tous les coups sont permis.



PAR
PIERRE PUJO

Les polémiques se suivent de semaine en semaine, sans pour autant rendre plus clairs les enjeux de l'élection présidentielle. Il y a quinze jours le camp sarkozyste accusait Ségolène Royal et son compagnon François Hollande de se dérober au paiement de l'impôt sur la fortune en ayant constitué une société civile immobilière pour acquérir un luxueux appartement. Vérifications faites, ils payent bien l'ISF. Tout comme Nicolas Sarkozy et Jean-Marie Le Pen... Rien de scandaleux à cela. Il est bien normal que les candidats au poste suprême disposent d'un certain patrimoine, surtout immobilier, ce qui atteste leur enracinement dans la terre de France.

Des impôts plus lourds

Le choquant, ce n'était pas la situation de Ségolène Royal au regard de l'ISF, mais que son compagnon ait déclaré peu avant le déclenchement de la polémique « **Je n'aime pas les riches** » en réclamant une taxation supplémentaire des contribuables qui gagnent plus de 4 000 euros par mois. Il a été désavoué par M^{me} Royal qui s'est bien rendu compte qu'il n'était pas opportun d'annoncer une majoration de la fiscalité au cours d'une campagne électorale... Il reste que M. Hollande n'a fait que reprendre un thème familier aux socialistes et à l'ensemble de la gauche en attaquant les possédants et les "capitalistes". Si M^{me} Royal l'emportait dans la compétition présidentielle, ses amis politiques la contraindraient à accepter l'alourdissement des charges publiques, donc de la fiscalité, alors que d'ores et déjà les Français n'en peuvent mais ! Faut-il rappeler qu'il y a quelques années, les socialistes protestaient contre des baisses d'impôts – bien timides – annoncées par M. Chirac ? La France n'était pas alors en période pré-électorale !

Sarkozy, s'il était élu, allégerait-il la fiscalité ? Il soutient qu'il financerait ses promesses par des économies. Il promet ainsi d'instituer un "bouclier fiscal" qui empêcherait un contribuable de verser au fisc plus de 50 % de ses revenus. Soit ! Mais l'import-

tance de la dette que la France doit rembourser n'empêchera-t-elle pas toute baisse significative de la fiscalité ?

Une autre polémique a été suscitée par les propos – pour le moins maladroits – tenus par M^{me} Royal sur des sujets de politique étrangère. Il est vrai que complimenter les Chinois de la rapidité de leur justice – même si après coup, elle a précisé qu'il s'agissait de leur justice commerciale – n'était pas du meilleur goût, s'agissant d'un État communiste...

Inquiétant Sarko

En dernier lieu, M^{me} Royal, recevant à Paris le chef du Parti québécois, évoquait « **la souveraineté** » et « **la liberté** » du Québec parmi les valeurs qu'elle partageait... Une déclaration de portée bien moindre que le fameux « **Vive le Québec libre !** » lancé par le général De Gaulle il y a quarante ans devant la foule à Montréal. Ce n'en était pas moins un propos irréfléchi. L'indépendance du Québec n'est pas à l'ordre du jour. Un référendum l'a d'ailleurs écartée, ce qui n'empêche pas la "Belle Province" de tenir toute sa place au sein de la francophonie. La gaffe de M^{me} Royal sur le Québec en a entraîné une autre sur l'indépendance éventuelle de la Corse peu après, à la suite d'un canular monté par un imitateur. M^{me} Royal manque pour le moins de prudence politique.

À son crédit, nous relèverons une phrase qu'elle a prononcée en atténuant son propos sur le Québec : « **Les principes de liberté et de souveraineté ne me paraissent pas contestables.** » Allons donc, aurait-elle évolué depuis son "oui" à la Constitution européenne au référendum de 2005 ? Avant d'être souverainiste pour le Québec, elle devrait l'être pour la France ! Rencontrant le Premier ministre luxembourgeois, elle a souhaité qu'un nouveau traité « **institutionnel** » soit soumis à référendum en France. Le mot est important car s'il faut réviser les institutions de l'Union européenne, il est inacceptable que l'on soumette au vote des Français un nouveau traité « **constitutionnel** ». Notons à ce propos que M. Sarkozy, lui, se moque du vote des Français et veut faire adopter par le Parlement une nouvelle mouture de la Constitution rejetée en 2005.

La légèreté des propos de M^{me} Royal sur certaines questions internationales nous paraît moins grave que les options de M. Sarkozy qui, en septembre dernier, dénonçait aux États-Unis, « **l'arrogance** » de la politique extérieure française et qui, dans son discours du 14 janvier, condamnait, au nom des Droits de l'Homme, la politique russe en Tchétchénie, alors que l'alliance avec Moscou est si importante pour la France...

Heureusement, au premier tour de l'élection présidentielle, il sera possible aux Français de voter souverainiste sans être enfermés dans un dilemme Sarko-Ségo !

QUAND CHIRAC SE MOQUE DE L'HISTOIRE

Une fois encore, Jacques Chirac a craché sur le maréchal Pétain dans le discours qu'il a prononcé au Panthéon le 18 janvier à l'occasion de la cérémonie en faveur des "Justes" qui ont protégé des juifs sous l'Occupation. À aucun moment, le président de la République n'a évoqué le désastre militaire de 1940 qui avait conduit l'armée allemande à occuper les deux-tiers du territoire français. À l'entendre, des complices des nazis se sont un jour installés en France au pouvoir et ont entrepris de persécuter les juifs...

La vérité est celle que le général Le Grounec a rappelée dans L'A.F. 2000 du 18 janvier 2007. Grâce à l'Armistice conclu en juin 1940 une zone libre a été préservée, permettant à beaucoup de juifs d'échapper à l'arrestation par les Allemands. Les quatre cent mille juifs d'Afrique du Nord ont été à l'abri de toute persécution. L'administration de Vichy a permis le sauvetage de nombreux juifs et la préservation de leurs biens qu'ils ont intégralement retrouvés lors de la libération alors qu'ils avaient été séquestrés sous l'Occupation.

Xavier Vallat, commissaire aux Affaires juives, a sauvé dix mille juifs de la rafle du Vel d'Hiv, selon le témoignage du docteur Nora. Pourtant, il n'était pas honoré l'autre jour par les Justes... Le Maréchal s'est opposé jusqu'au bout au port de l'étoile jaune par les juifs en zone sud, etc.

Une thèse absurde

Tout cela n'a pas empêché M. Chirac de parler de « **l'illusion tragique du recours à Pétain** » en 1940 et du « **deshonneur de Vichy** » qui aurait livré aux Allemands la « **majorité des juifs assassinés** ». Et si 90 % des juifs de France ont été sauvés, ce serait grâce à la solidarité manifestée par la population. Dans les autres pays d'Europe, globalement 20 % seulement des juifs ont échappé à la persécution. La population y devait-elle être moins charitable ?

La thèse de M. Chirac est invraisemblable et absurde. Le chef de l'État entretient un mensonge historique, celui-ci même qu'il a accredité le 16 juillet 1995 en parlant de la responsabilité de l'État français dans l'Holocauste. Les gouvernants d'alors n'ont pas pu empêcher tous les crimes des nazis. Ils ont permis à une grande majorité de juifs d'avoir la vie sauve. Et, pourtant, il avaient les Allemands sur le dos. Quand donc restituera-t-on leur véritable histoire aux Français ?

P.P.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

■ En cette période d'effervescence électorale, présidentielle et législative, des sommes énormes sont dépensées pour assouvir des ambitions personnelles, pour développer des programmes partisans, pour brandir des promesses qui ne laisseront derrière elles que désillusions. Aides de l'État ou contributions individuelles, tout cet argent partira en fumée ; il aura assurément permis à certains de conserver leur place, à d'autres de les conquérir. Mais quel profit pour le

À NOS AMIS

pays ? On ne peut attendre de renouveau ni d'un côté ni d'un autre. Le régime étant ce qu'il est, les meilleures volontés se heurteront aux mêmes entraves que depuis des dizaines d'années.

Investissez plutôt votre espoir et votre argent dans l'Action française qui ne se lasse pas de défendre l'intérêt national, et lui seul, en toutes circonstances, qui apporte

une réflexion de fond sur les problèmes de la France et rappelle les vraies solutions.

Notre journal, *L'Action Française* 2000, et notre mouvement, le Centre royaliste d'Action française, ne peuvent vivre sans une aide extérieure. Ne bénéficiant de soutien financier ni de la part de l'État, ni de quelque firme "capitaliste", ils comptent sur leurs amis, c'est-à-dire sur VOUS

pour leur apporter l'aide correspondant à nos besoins.

Pour cette année, nous avons chiffré ceux-ci à **55 000 EUROS**, compte tenu de l'insuffisance de notre souscription 2006. Merci de répondre sans tarder à cet appel.

P.P.

N.B. – Prière d'adresser les versements à M^{me} Geneviève Castelluccio, L'A.F. 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

Le décès de l'abbé Pierre, ce lundi 22 janvier à l'hôpital du Val-de-Grâce, a déclenché des torrents de larmes de crocodile. N'entrons pas dans ce concert facile des "bonnes consciences", ne serait-ce que par respect pour le défunt lui-même !

De frère Henri Grouès, plus connu sous son nom adopté pendant la Résistance d'abbé Pierre, il reste l'image d'une âme enflammée. Ses appels déchirants dès l'hiver de 1954 au secours des sans logis mourant dans les rues de faim et de froid ont bousculé tant l'opinion que le monde politique, les conduisant tout de même à considérer un problème concret et douloureux autrement qu'en paroles. L'œuvre des chiffonniers d'Emmaüs rassemble depuis lors des dévouements remarquables. Que la société actuelle vouée au mercantilisme, à l'hédonisme, à l'égoïsme soit de temps à autre secouée jusque dans ses tripes est une bonne chose...

Seulement voilà : l'abbé Pierre a déclenché de grands élans médiatiques qui n'ont aucunement amélioré la société moderne. La preuve en est que cinquante ans plus tard, on recense toujours autant de miséreux devant coucher dehors. Cela tient certes à l'incurie des politiciens dont les bruyantes fleurs sur le cercueil de l'abbé n'en sont que plus indécentes.

L'abbé Pierre : de l'Amour à la "Cause"

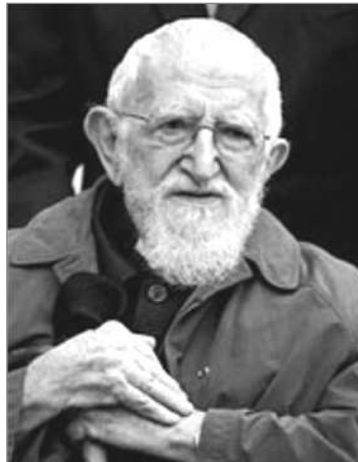
Mais l'ecclésiastique lui-même, pour qui veut le voir tel qu'il était et non à travers un mythe, reste un cas de défaillance intellectuelle.

Prophétisme

Né à Lyon le 15 août 1912 au sein d'une famille bourgeoise et catholique très pratiquante, Henri Grouès entra à dix-neuf ans chez les Capucins de Saint-Étienne. Consacrant toute son énergie à la prière et à l'adoration, il sentit peu à peu ses forces s'épuiser et sa santé décliner. Il dut à grands regrets quitter l'ordre et devint en 1940 vicaire de la cathédrale de Grenoble. Jean-Michel Hardy, dans la revue *Certitudes* (janvier 1994), l'a décrit alors : « **Il est comme sevré de cet Absolu auquel il a tout sacrifié... Orphelin du bon Dieu. Et, paradoxalement, la guerre lui permet de retrouver l'élan de l'idéal.** » Impliqué dans la Résistance, passeur de juifs, membre du maquis du Vercors, la "Cause" n'allait pas tarder à envahir son cœur ardent, à s'identifier à son trop plein d'amour.

par **Michel FROMENTOUX**

Devenu député MRP, il vota contre un projet d'amnistie des collaborationnistes encore mineurs. Il refusa aussi de défendre



Le frère Henri Grouès, plus connu sous le nom d'abbé Pierre

l'école libre en danger de mort dans les années cinquante. L'idéologie l'avait détourné totalement, il ne pouvait plus concevoir que le cœur ne fût pas à gauche...

C'est le moment où il engagea son action en faveur des

sans logis. Action concrète qui sauva des vies, nous l'avons dit, mais la générosité était chez lui envahie par une espèce de prophétisme de gauche. Quand les pauvres deviennent une "Cause", on ne les aime plus pour eux-mêmes...

On le vit prôner l'objection de conscience (en pleine guerre d'Indochine !), tenir des discours exaltés, participer à des campagnes haineuses contre la France... Cela ne s'améliora pas avec l'âge : en 1996 avec les militants de Droit au logement il participa à l'occupation de l'église Saint-Bernard, on l'entendit se lancer dans des imprécations contre les riches. Il alla même jusqu'à s'embourber dans ses amitiés communistes au point de soutenir le révisionniste Roger Garaudy. Dérapage médiatique ? Il eut vite fait de se rattraper en tenant des propos quelque peu surprenants dont les médias se gargarisent : pour le préservatif, pour le mariage des prêtres, pour l'ordination des femmes : il se flatta aussi avoir goûté, lui, prêtre, au plaisir sexuel.

Curieux destin que celui d'un homme qui, n'ayant pas pu res-

ter moine, assouvissait dans un discours révolutionnaire son trop plein d'amour, et finissait par être pour les médias la sublime image du prêtre et l'homme le plus porté aux nues...

Le sens du service

Il ne parviendra pas à effacer pour nous l'image d'un saint Vincent de Paul pour qui l'amour des pauvres se gardait de toute haine envers les autres hommes, car c'est en redonnant aux Grands le sens du service que l'on offre aux pauvres le plus de chances d'être protégés. L'abbé Pierre, lui, laissera dans l'histoire une loi qui portera peut-être son nom (*le droit au logement opposable*) mais ce n'est qu'une loi envisageant le problème du logement en termes conflictuels qui ne reflètent pas une société saine. Prêcher une idéologie libertaire qui empêche de renouer les liens naturels entre les hommes et avec la nation revient à laisser les démunis croupir dans leurs aigreurs.

Maintenant qu'il a gagné sa dernière demeure, au son du chant grégorien de sa jeunesse qu'il a voulu par testament faire chanter à ses obsèques, il ne nous appartient plus de le juger. Mieux vaut prier pour lui, loin du vacarme laïque et obligatoire.

Un regard chrétien sur l'immigration

La revue *FIDELITER* (janvier-février 2007), publiée par la Fraternité Saint-Pie X, contient un dossier très fourni sur le thème *Immigration, un regard chrétien*. D'emblée, dans son éditorial, l'abbé Régis de Cacqueray aborde la question sous l'angle de la charité politique « **notion quasi inconnue** » chez nos évêques. « **Que l'homme politique qui agit en vue du bien commun, selon un ordre politique véritablement juste, fasse un bien plus grand, plus divin dirait Aristote, que celui qui nourrit un pauvre, cela semble les dérouter.** »

Les auteurs de ce dossier ne se bornent pas à énoncer des principes de morale individuelle mais tiennent compte du bien commun des sociétés. Les immigrés ont le droit d'être traités humainement mais ils ne doivent pas troubler et, à plus forte raison, mettre en danger l'existence des nations où ils s'installent.

Dans plusieurs entretiens, l'abbé Grégoire Célier énonce avec beaucoup de clarté les *Principes sur l'immigration* en s'appuyant sur des textes du pape Pie XII et définit les *Droits et devoirs de l'immigration*. Il touche au fond du problème quand il oppose les « **peuples jeunes** » et les « **peuples de vieillards** » : « **Malgré les proclamations**

moralisantes, un peuple qui ne veut plus vivre sera forcément submergé par les peuples jeunes, courageux, prolifiques. Le reste n'est que littérature et bon sentiment. Un peuple qui ne veut plus effectuer lui-même les travaux pénibles sera envahi par les immigrants venus les effectuer. Un peuple qui ne veut plus d'enfants sera envahi par des immigrants plus prolifiques. Un peuple qui ne veut plus se défendre aura une armée composée d'immigrés. Telle est la dure loi de la vie : il n'y a pas de place au banquet de l'humanité pour les peuples vieillards. »

Le dossier comprend aussi les *Vrais chiffres de l'immigration*, par Martin Peltier, des articles historiques sur les migrations en Europe, etc.

En bref, voici un ensemble de réflexions réalistes et chrétiennes, donc solides, dont on regrette que les instances représentatives de l'épiscopat français ne nous fournissent pas l'équivalent. Les esprits droits y trouveront des réponses claires et difficilement réfutables aux questions que tout chrétien se pose face aux phénomènes d'immigration.

J.C.

* *Fideliter*, rue Saint Jacques de Bézégond, B.P. 88, 91152 Étampes.

Une "carte verte" pour l'immigration en Europe

■ **Le docteur Jack Petrousenko, animateur de la commission Immigration au sein du Forum pour la France, attire l'attention sur un inquiétant projet de la Commission européenne.**

La Commission européenne prépare une carte verte pour les immigrants dans l'Union européenne imitant ainsi la *green-card* des États-Unis. « **Elle serait valable dans les vingt-sept pays de l'Union pour être attractive.** » En principe réservée aux immigrants hautement qualifiés. C'est-à-dire l'immigration choisie de Sarkozy.

Le but est de donner aux détenteurs de cette carte l'autorisation de séjourner et de travailler. Elle sera valable dans l'Europe élargie à vingt-sept. Les citoyens des pays de l'Union, ayant déjà la libre circulation, n'en auront pas besoin. Elle sera sans doute délivrée aux nouveaux arrivants, les Roumains et les Bulgares, et peut-être les arrivés récents pendant une période transitoire, les Hongrois, les Polonais et les autres ressortissants des "PECO". Mais il est permis d'en douter.

Ce "visa" sera vraisemblablement réservé aux ressortissants des pays en développement, et autres pays du Sud ou du Tiers-monde. Il sera proba-

blement réservé tout de suite aux Turcs. De là à l'étendre à tous les nouveaux immigrants, du monde entier si ça marche il n'y a qu'un pas. En vertu du principe que les immigrants doivent être majoritaires vers les années 2025-2030.

En matière d'immigration dans l'Union, c'est l'unanimité qui prévaut encore aujourd'hui. Les pays s'imposent des restrictions en vertu des possibilités d'atteinte

complètement aux chefs d'État, en faveur de la Commission.

Les critères d'admission étant différents dans chaque pays, le but de cette carte est vraisemblablement de déposséder les pays du choix des candidats à l'immigration en uniformisant les conditions d'entrée. Voire de transférer ce choix à la discrétion de la Commission. Bruxelles délivrera la carte, à qui elle décidera de la donner.

Et, dans ces conditions, Bruxelles pourrait décider à terme de l'immigration qu'il faut, et dans quelle quantité, pour chaque pays.

Cette carte donnera-t-elle d'autres droits comme aux États-Unis, peut-être le droit de vote aux municipales, voire la nationalité "européenne" ?

Pourquoi d'ailleurs imiter les États-Unis ? Aux États-Unis elle est délivrée avec parcimonie, mais qui dit que la Commission sera parcimonieuse ? En réalité elle fera sans doute ce qu'elle voudra.

Il faut surveiller l'apparition de cette carte. C'est encore un petit pas vers l'Europe fédérale qui se profile. Au moins il faudrait que cette carte, si elle est finalisée (ce n'est encore qu'un projet) soit délivrée par chaque pays de l'Union qui restera maître de son immigration, et non par la Commission.

Dr Jack PETROUSSENKO



L'Union européenne copie la green-card des États-Unis

à la sécurité nationale et de trouble à l'ordre public possibles. Ce vote à l'unanimité est encore opposable dès que les intérêts vitaux d'un pays sont en jeu. Mais avec cette carte, il est possible que les décisions soient prises à la majorité, voire échappent

KOSOVO

Le crime albanais récompensé ?

par
Komnen BECIROVIC

De sorte qu'à la libération du Kosovo, lors de la première guerre balkanique en 1912, la situation démographique s'y trouvait entièrement renversée en faveur des Albanais : de 1 % à l'époque médiévale vivant à la bordure occidentale de la province, ils avaient atteint le chiffre de 60 % !

La Yougoslavie, après sa création en 1918, tenta de rétablir cet équilibre démographique rompu, en faisant revenir un certain nombre des réfugiés et d'autres nationaux serbes au Kosovo, mais à la destruction de la Yougoslavie par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, en 1941, ils durent rebrousser chemin quand ils ne furent pas massacrés par les Albanais s'étant mis dans les grâces du nouvel occupant. Les milices albanaises, telles que le redoutable Bali Combetar, sévissaient à travers le pays, alors que l'un de leurs chefs Ferat bey

rement auprès de l'Europe et des États-Unis d'en être exclus, et en créant des organes de pouvoir parallèles y compris l'embryon l'"armée de libération de Kosovo", l'Uçk.

Plus la Serbie se trouvait en mauvaise posture en Bosnie et en Krajina, plus cette nébuleuse se structurait en une organisation terroriste, se livrant à d'innombrables actes criminels sur les policiers et les civils serbes, mais aussi albanais pour les punir de leur loyauté envers la Serbie. Lorsque les forces serbes réussirent, en été 1998, à casser l'Uçk, les humanistes de l'Ouest crièrent à la barbarie serbe, de sorte que l'Otan, la plus grande coalition militaire de tous les temps, se porta à la rescousse des terroristes kosovars, en lançant les bombardements sur la Serbie le 24 mars 1999, à la suite de l'échec des pourparlers de Rambouillet le mois précédent.

Hystérie

L'agression de l'Otan, accompagnée d'une hystérie anti-serbe générale, se solda par des milliers de morts et de blessés, par la destruction d'immenses biens matériels, par la pollution de l'environnement du fait de l'usage des armes à l'uranium appauvri et à d'autres substances chimiques toxiques. Cependant les Serbes résistèrent pendant 78 jours et nuits, de sorte que l'Otan commençait à s'enliser dans son crime, en menaçant de raser Belgrade, comme Martti Ahtisaari, en sa fonction de médiateur, le fit savoir à un moment à Milosevic. Les accords de Kumanovo du 9 juin 1999, qui mirent fin à l'intervention, repris par la résolution du Conseil de sé-

curité 1244, stipulèrent le retrait de l'armée serbe du Kosovo, l'entrée des troupes de l'Otan avec les réfugiés kosovars dans la province, le maintien de celle-ci au sein de la Serbie et les garanties d'une vie normale pour toutes les ethnies s'y trouvant.

Exode

Hélas, il n'en fut rien : des Albanais se levèrent en masse pour pousser, devant l'œil indifférent de soldats de l'Otan, 250 000 Serbes et 50 000 Roms et autres sur les chemins de l'exode, s'emparant de leurs biens, profanant et détruisant leurs églises et leurs

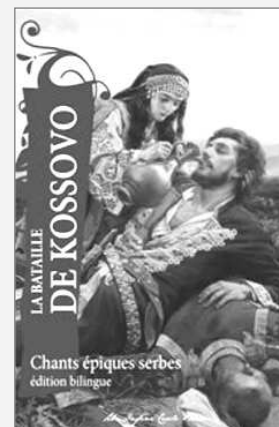


Le christ outragé

cimetières. En deux mois on fit crouler environ 120 églises au Kosovo, soit beaucoup plus qu'en quatre ans d'occupation italo-allemande ou, disons, un siècle d'occupation ottomane. Bernard Kouchner, le prophète de l'ingérence humanitaire, gratifié alors du poste d'administrateur onusien de la province, cautionna tous ces méfaits en déclarant que la nature humaine était portée à la vengeance. On nomma comme ses suppléants locaux, des criminels de guerre notoires, tels que Ramus Haradinaj d'abord, puis Agim Ceku dont des cher- ➤

UN PETIT CHEF D'ŒUVRE
La Bataille de Kosovo

Komnen Becirovic présente la traduction des *Chants épiques serbes* réalisée au XIX^e siècle par un diplomate français, le baron Adolphe Avril. La Ba-



taille de Kosovo raconte le terrible affrontement qui eut lieu en 1389 entre les Serbes et les Ottomans. Le prince Lazare y perdit la vie comme de nombreux cheva-

liers serbes, victimes d'une trahison. Son corps fut transporté dans le monastère voisin de Ravanitza où il fut vénéré. Le sultan Mourad fut tué aussi, mais la victoire resta aux Turcs. Depuis lors, la Bataille de Kosovo est devenue le symbole emblématique de la nation serbe. On comprend l'attachement de celle-ci pour la province qui a pris son nom. La *Bataille de Kosovo* est l'équivalent de notre *Chanson de Roland*.

Cet ouvrage bénéficie d'une présentation particulièrement soignée, texte serbe et traduction se faisant face. La qualité de la forme répond à l'intensité poétique du texte. À tous points de vue, c'est un petit chef-d'œuvre.

P.P.

* *La Bataille de Kosovo, chants épiques serbes. Édition bilingue, Éd. Un Infini Cercle Bleu. 110 pages, 14 euros.*

Toute la politique de la fameuse communauté internationale depuis le début du drame yougoslave en 1991, relève de l'entorse faite à l'histoire et à la civilisation, à la morale et au bon sens et même à la géographie. La motivation principale tient en un seul mot : les Serbes ! Contrer les Serbes, nuire aux Serbes, punir les Serbes, enfermer les Serbes dans le ghetto, écraser les Serbes sous les bombes, juger les Serbes au tribunal de La Haye !

Le projet élaboré
par les Nations
unies pour le futur
statut du Kosovo
est une nouvelle
injustice
envers les Serbes.

Malheureusement il semble qu'avec le projet élaboré par le représentant des Nations unies pour la définition du futur statut du Kosovo, l'ancien président finlandais Martti Ahtisaari, on s'obstine dans cette logique maudite et on se trouve au seuil d'une nouvelle injustice envers les Serbes. Le plan prévoit en effet la privation de la Serbie de sa souveraineté sur le Kosovo, sa province historique essentielle, et l'octroi à celle-ci d'une indépendance surveillée, assorti de garanties pour la minorité serbe, créant ainsi un nouvel État albanais en Europe qui ne tardera pas à s'unir à l'État-mère et fera renaître la Grande Albanie du temps de Hitler et de Mussolini. Et non seulement l'acceptation de ce plan instaurera ainsi un important État musulman en Europe mais, pire encore, consacrera un crime multiséculaire : l'implantation violente des Albanais au cœur de la Serbie, à l'ombre des divers régimes tyranniques, turc, germano-italien fasciste, titiste communiste et, depuis sept ans, otano-onusien. Sous ce dernier, sensé prodiguer et garantir les droits de l'homme et la démocratie, le sort réservé aux Serbes restant encore au Kosovo est tel qu'ils ne peuvent faire le moindre déplacement sans escorte des soldats de l'Otan.

Civilisation

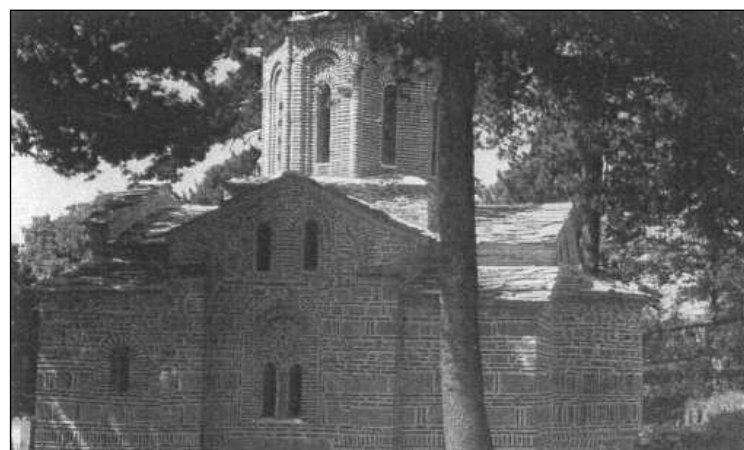
Pour montrer toute l'importance, non seulement territoriale mais aussi historique, spirituelle, culturelle, bref civilisationnelle du Kosovo pour la Serbie, il convient de rappeler qu'à l'époque médiévale, elle y développa une splendide civilisation, comme le témoignent la Trinitaire église de Petch, siège du Patriarcat, les églises de la Vierge de Prizren et de Gratchanitsa, celle du Christ Pantocrator de Detchani, dont les merveilles architecturales et artistiques se trouvent dans toutes les anthologies de l'art universel.

De même que l'épopée de Kosovo, jaillie de l'âme serbe à la suite de la défaite de l'armée du prince Lazare dans l'affrontement avec celle du sultan Mourad en 1389 dans la plaine fatale,

figure dans tous les recueils de littérature générale. En outre, une part considérable de la littérature et de l'historiographie serbes des siècles ultérieurs, est d'inspiration kosovienne.

Or, il n'existe absolument rien d'analogue du côté des Albanais pour la simple raison qu'ils n'ont commencé à descendre de leurs montagnes au Kosovo qu'à partir de leur conversion à l'islam avec la conquête définitive des Balkans par les Turcs à la fin du XV^e siècle. Ayant embrassé la religion du conquérant, ils se firent ses suppôts les plus zélés.

Évidemment les Serbes essayaient de secouer le joug turc par des insurrections comme celle qu'ils déclenchèrent dans le contexte de la guerre austro-turque de 1683 à 1690, et qui força 100 000 Serbes, devant des représailles, à émigrer avec leur patriarche en tête en Hongrie méridionale, les Albanais ne tardant pas à remplir le vide laissé derrière eux.



L'église de la Vierge avant sa destruction

La colonisation par eux de la province au siècle suivant pris de telles proportions que l'archevêque de Skopje et primat de Serbie, Mathié Massarek écrivait en 1764 à Rome : « **La Serbie a complètement changé : avant, dans toutes les villes serbes il y avait peu de Turcs, qui étaient plutôt modérés... Aujourd'hui l'endroit est plein de maudits Albanais turquisés, des bandits et des tueurs qui se déchirent entre eux et exercent la terreur sur les chrétiens...** » En même temps il déplorait que de nombreuses églises de Prizren, élevées par les princes et les souverains serbes, soient transformées en mosquées.

Persécutions

Les choses n'iront que s'aggravant tout au long du XIX^e siècle d'autant que des efforts déployés par les Serbes, notamment avec l'insurrection de Karageorges en 1804, suivis des Grecs, afin de s'affranchir de l'oppression, ne cessaient d'irriter les Albanais et de les inciter en tant que « **les plus fidèles des fils du sultan** », à sévir davantage contre les chrétiens du Kosovo et de la Macédoine, demeurant encore sous l'autorité d'Istanbul.

Draga, s'écriait : « **Il n'y aura plus des Serbes sous le soleil de Kosovo !** » En 1943 fut formée de ces diverses milices la division Waffen SS Skanderbeg, qui commit les crimes les plus horribles.

Cependant, fidèles à leur proverbe : « **Là où est l'épée, là est la foi** », les Albanais au lendemain de la guerre retournèrent leur veste et devinrent les communistes les plus fervents, leurs dirigeants flattant le tyran rouge Joseph Broz Tito, déjà viscéralement antiserbe, avant de se faire octroyer une autonomie si large qu'elle gomme entièrement la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo. Ils en profitèrent pour expulser environ 300 000 Serbes, si bien que leur proportion tomba de 25 % en 1945 à 12 % seulement à la mort de Tito en 1980.

Terrorisme

Le Kosovo allant à la dérive, Slobodan Milosevic, en arrivant au pouvoir en Serbie en 1987, tenta d'y remédier en réduisant cette autonomie et en rétablissant la souveraineté de Belgrade, mais il se heurta au boycott des Albanais qui quittèrent toutes les institutions, en se plaignant amè-

Par une fermeté sans faille et sans recourir à la violence et aux opérations militaires, il faut amener le régime de Téhéran, disons les islamistes en général, à reculer.

« Dans les semaines si non les jours qui viennent, on pourrait assister, écrivions-nous dans notre précédent numéro, à de très dures confrontations à Bagdad, à une aggravation de la crise avec Téhéran et à une amélioration d'ambiance en Palestine. » Qu'en est-il ?

En Irak, rien ne va plus

Cependant que la première brigade des 22 000 soldats supplémentaires américains débarquait en Irak au cours de la semaine écoulée, la capitale en ruines de ce malheureux pays a connu des journées particulièrement sanglantes.

Pendant plus de 48 heures une bataille rangée a opposé les forces américaines à la résistance sunnite dans une partie de la capitale. Malgré l'intervention massive des blindés et des hélicoptères de combat, les Américains n'ont pas pu marquer de points décisifs. On ne gagne pas une guerre de guérilla uniquement par la supériorité des moyens techniques. Les Israéliens en ont déjà fait l'expérience dans leur intervention ratée au Liban.

Malgré les récentes mesures américaines, dont il faudrait encore attendre les résultats, la guerre en Irak ne semble pas devoir être gagnée par la "coalition". Elle est déjà perdue selon la plupart des observateurs. Les statistiques des victimes des deux cô-

tés, irakien surtout, ne cessent d'augmenter, aucune issue ne se dessine. Il faudrait chercher une issue plus ou moins honorable, ou une solution de moindre mal. Sont-elles encore possibles ?

Le Liban pris en otage

Les manifestations monstres organisées par le Hezbollah et des éléments pro-syriens contre le gouvernement Fouad Simiora, ressembleraient davantage à une tentative de coup d'État. Le but recherché était le renversement du pouvoir légal et légitime du pays avant la conférence de Paris où sous l'égide de la France une nouvelle politique d'aide internationale au Liban devait être lancée.

Cette tentative a heureusement échoué et malgré quatre morts civils et de nombreux blessés lors des affrontements, le pire a été évité. Au moment où nous écrivons, ce lundi matin, le calme semble être revenu, même s'il est précaire.

Pour le Liban, la conférence de Paris a été un franc succès. Non seulement par le montant d'aide accordée, 7,8 milliards de dollars, mais aussi par le soutien affiché et ferme de la communauté internationale au Liban. La présence du secrétaire général de la ligue arabe, Amar Moussa, et des ministres saoudien et égyptien avait une signification particulière : le monde arabo-musulman soutient le Liban. Ce n'est pas négligeable. « **Cette aide substantielle, a déclaré Fouad Simiora, n'est pas destinée à un groupe, mais à tous les Libanais.** »

En fait, personne n'ignore que la nouvelle flambée de l'agitation au Liban, comme les agissements des milices de Moudjahid al-Sadr et de Hakim en Irak, sont surtout té-

— par —
Pascal NARI

léguidés par Téhéran. Les extrémistes au pouvoir dans la république islamiste se servent de la crise libanaise, du Hamas palestinien et de leurs affidés irakiens pour faire pression sur la communauté internationale, gagner du temps dans leur processus de fabrication d'armes nucléaires et se sanctuariser face aux autres, musulmans ou non.

Espoir en Palestine

Les affrontements sanglants du "week-end" dernier entre les éléments armés du Hamas et les milices du Fatah, formation politique du président palestinien Mahmoud Abbas, pourraient constituer les dernières tentatives des islamistes pour empêcher l'avancée du processus de paix palestinien-israélien.

Le président palestinien et le ministre israélien des Affaires étrangères se sont parlés à Davos. Ils ont fait des déclarations communes, dans le même sens, la nécessité de la rapide constitution d'un véritable État palestinien.

Des fonds palestiniens bloqués par Israël ont été partiellement libérés. L'autorité palestinienne commence, enfin, à payer ses fonctionnaires. Washington déclare son intention d'aider Mahmoud Abbas à reconstituer des forces de sécurité dignes de ce nom. Les déclarations publiques israéliennes sont plutôt conciliantes. La nomination d'un ministre palestinien musulman au cabinet israélien est un signal positif fort.

Le Hamas s'agit pour empêcher le développement de ce processus. Comme le Hezbollah au Liban. Téhéran et Damas sont en

très grande partie derrière ces agissements. Damas pour des raisons politiques d'État, Téhéran par des motifs idéologiques.

Ces réactions islamistes sont violentes, parce que l'espoir de paix, que l'on veut ainsi briser, renaît de nouveau. Dans un certain sens c'est bon signe.

Le face à face Washington-Téhéran

La lecture de la presse américaine, des déclarations officielles et officieuses à Washington et des "révélations" — en fait des indiscrétions subtilement organisées par les autorités — des grands journaux d'Outre-Atlantique vont toutes



Mahmoud Abbas

dans le même sens : les États-Unis considèrent l'attitude du régime de Téhéran comme la principale cause de la crise dans la région. Ils n'ont pas tort. Si l'option militaire pour y faire face est heureusement exclue, la fermeté est de mise. Dans ce contexte, la tentative du Quai d'Orsay pour chercher l'apaisement avec M. Ahmadi-Néjad et le déplacement annoncé de M. Douste-Blazy à Té-

héran ont été très mal pris et Paris semble y avoir renoncé, au moins pour le moment.

En fait, les dirigeants du régime de Téhéran donnent l'impression de rechercher une aggravation de la crise, voire une frappe militaire américaine afin de consolider leur pouvoir branlant. M. Ahmadi-Néjad, après une tournée anti-américaine en Amérique latine, où l'Iran n'a aucun intérêt direct, a repris ses déclarations provocatrices officielles de plus en plus virulentes. On parle même à Téhéran, dans la presse aux ordres, de possibles opérations de "kamikazes" contre les intérêts américains ou ceux de ses alliés dans le golfe Persique. M. Ahmadi-Néjad a déclaré le samedi 27 que les États du sud du golfe Persique n'étaient pas des "pays" mais « **des pompes à essence pour l'Occident** ». Déclaration on ne peut plus insultante.

Tout se déroule comme si Téhéran voulait provoquer quelque chose. Ultime tentative pour consolider le régime ?

Il faudrait faire preuve d'une extrême fermeté face à Téhéran. Sans céder à ces provocations destinées à embraser la région dans l'intérêt de l'islamisme radical et subversif.

●

Voilà la communauté internationale, l'Occident en particulier, devant un tournant décisif.

Par une fermeté sans faille et sans recourir à la violence et aux opérations militaires, la pire des issues, il faut amener le régime de Téhéran, disons les islamistes en général, à reculer. Une telle politique, tout à fait possible, n'en déplaît à quelques experts auto-proclamés complices de toutes les subversions, rencontrerait l'accueil favorable et l'appui des Iraniens dans leur immense majorité, du monde musulman et de l'opinion internationale.

L'heure du choix décisif semble proche.

■

► cheurs sérieux, tels que Christophe Chiché, affirment qu'ils ont sur la conscience la mort d'au moins d'un demi millier de personnes. Évidemment que sous de tels dirigeants, les successeurs de Kouchner se montrant impuissants ou complices, le Kosovo sombra dans la criminalité, dans le trafic des drogues et des êtres humains, dans la lutte des clans et, bien sûr, dans la terreur sur quelques 100 000 Serbes qui s'étaient maintenus dans les enclaves. Celle-ci se manifesta en particulier lors du pogrom des Serbes en mars 2004, lorsque un grand nombre d'entre eux furent tués et blessés, 7 à 8000 chassés de leurs foyers et une trentaine de leurs églises détruites ou endommagées.

Conflit attisé

Voilà sur quelles assises, sur quel abîme du mal on veut instaurer un État albanais-kosovar en taillant dans le corps de la Serbie, non seulement pour la mutiler territorialement, mais aussi historiquement, culturellement, spirituellement.

Cependant ce n'est pas le seul aspect fallacieux de la question, puisque la création d'un Kosovo indépendant a été dès le début parrainée par un organisme appelé International Crisis Group, fondé en 1995 par le financier George Soros, et dont le but proclamé serait d'aider à la solution pacifique des conflits à travers le monde mais qui, vus sa composition et ses accomplissements jusqu'à présent, ne fait en réalité qu'à les atti-



L'église de la Vierge après sa destruction

ser. On voit, en effet, siéger dans le Conseil d'administration de ICG, outre Martti Ahtisaari qui en est le président émérite, l'ancien secrétaire adjoint à la Défense américain, Morton Abramowitz qui appela dans un article retentissant dans *Wall Street Journal* du 15 janvier 1999, à l'intervention de l'Otan contre la Serbie et à l'aide massive à l'Uçk dont il se fit le conseiller à Rambouillet. Mieux encore, on y trouve le général Wesley Clark lui-même, commandant de l'Otan qui mit à feu et sang la

Serbie durant le printemps 1999, ainsi que son complice, le ministre des Affaires étrangères allemand à l'époque, Joschka Fischer qui, en plein enfer sur la Serbie, s'affichait avec les dirigeants de l'Uçk devant les caméras du monde entier. Y figure également Christine Ockrent, la propre épouse de Bernard Kouchner, qui se distingua avec ses consœurs Françoise Giroud, Louise Lambrichs et Véronique Nahoum-Grappe, par une constante agitation médiatique antiserbe. Enfin, y est aussi le stratège de l'hégémonie américaine sur le monde, le maître spirituel de Madeleine Albright, Zbigniew Brzezinski qui se vanta que les États-Unis, lors de la guerre dite de Kosovo, avaient testé avec succès de nouvelles armes.

Il est tout à fait clair qu'avec de tels parrains, on ne peut pas s'attendre à la réparation des injustices anciennes et présentes mais, bien au contraire, à leur confirmation et à leur consécration à savoir la promotion en État indépendant de ce trou noir de l'Europe qu'est le Kosovo actuel.

Naturellement la solution serait de garder le Kosovo au sein de la Serbie où il est depuis plus d'un millénaire, de faire revenir des centaines de milliers des réfugiés serbes dans la province, de leur restituer leurs biens et de relever leurs églises des ruines afin que le Kosovo, terre du Christ par excellence, n'en devienne pas l'orpheline. Un Kosovo, non pas ethniquement pur, mais vraiment multiethnique, aux communautés réconciliées au sein d'une Serbie plurinationale.

Kommen BECIROVIC

POLITIQUE
D'AVENIR

■ L'écologie est à l'ordre du jour. Elle s'invite dans la campagne électorale présidentielle, où l'on voit des candidats se déchirer les voix d'un Nicolas Hulot qui ne se présentera pas. Que les grandes questions touchant à l'avenir de la planète soient ravalées au niveau d'arguments électoraux est aberrant.

par
Michel FROMENTOUX

M. Chirac, quant à lui, se sent soudain une vocation de grand écologiste et agite un hochet qui a tout l'air d'un gadget. Voulue par lui, une "Conférence pour une gouvernance écologique mondiale" doit se tenir à Paris les 2 et 3 février prochains. Présidée par Alain Juppé, elle réunira dirigeants politiques, scientifiques, chefs d'entreprise et O.N.G. d'une soixantaine de pays. Son principal objectif : créer une Organisation des Nations unies pour l'environnement (O.N.U.E.), sorte de gouvernance mondiale pour la protection de l'environnement et le développement durable. Sans doute beaucoup de palabres pour ne rien décider...

Plus sérieuse nous semble la Fondation pour la protection de l'environnement que S.A.S. le prince Albert II de Monaco a présentée à la presse le 12 janvier dernier. Des objectifs précis ont été proposés : soutien à la biodiversité, recherche sur les biocarburants, lutte contre la désertification. Le prince a déjà démontré qu'il n'hésite pas à payer de sa personne, comme l'ont prouvé ses voyages en Indonésie et au Spitzberg, sur les traces de son ancêtre Albert 1^{er}.

Le chef de la Maison de France, M^{gr} le Comte de Paris, Duc de France, se passionne aussi pour cette grande question sur laquelle il nous fait l'honneur de s'exprimer dans ce dossier. On se souvient que S.A.R. le prince Jean, Duc de Vendôme, a récemment effectué un grand voyage d'exploration dans l'Arctique.

Seuls les princes savent s'élever au-dessus des partis, des lobbies et des routines. Seuls ils ont, de par leur formation d'héritiers, une vue à long terme, donc le souci de l'avenir. Si la France doit jouer un rôle mondial pour la sauvegarde des équilibres naturels, il lui faut renouer le pacte avec sa famille royale.

Souci environnemental,
souci politique

par
Jean-Philippe CHAUVIN

Depuis quelques mois, la question environnementale s'est invitée dans la campagne électorale, à travers les déclarations du très médiatique Nicolas Hulot, nouvelle coqueluche des Français après Zidane et l'abbé Pierre, et son fameux pacte écologique. Mais sans doute, au-delà du système de la "société du spectacle", répond-il aussi à une véritable attente, ou angoisse, de nos concitoyens devant des événements ou des questions sociétales. Sans doute est-il plus un révélateur qu'un "avertisseur"...

C'est le privilège d'un État qui se prolonge au-delà de la personne même de son magistrat suprême, par la suite dynastique, de pouvoir incarner, assumer le souci environnemental.

En effet, l'état des lieux de la planète n'est guère rassurant : au-delà du célèbre "réchauffement climatique" qui condamne les Inuits comme les ours blancs, ce sont bien plutôt les dérèglements, les automnes trop chauds ou les tempêtes plus fréquentes, qui marquent la population. Mais il faudrait aussi évoquer, parmi les dangers annoncés et déjà menaçants, les attaques des sociétés humaines contre la biodiversité et le pillage des ressources, animales comme végétales ou minérales, de la planète ; la déforestation de l'Amazonie ou des forêts d'Afrique ; les diverses pollutions qui affectent l'air, l'eau ou les littoraux ; l'anthropisation trop rapide de zones jusque là préservées ; etc.

Plus proches de nous apparaissent le grignotage des campagnes par une urbanisation souvent anarchique ; le bétonnage des littoraux ; la multiplication des routes et autoroutes au détriment des voies de chemin de fer et des terres agricoles ; la pollution des nappes phréatiques et l'invasion des algues vertes près des côtes ; etc. En somme, l'angoisse écologique se décline au "global" comme au "local"...

Cela étant, cette crainte n'est pas forcément nouvelle et elle a, même, toujours existé : sans doute était-ce de façon marginale à l'époque de l'industrialisation des pays européens, quand la nature paraissait capable de "tout donner, tout supporter". Mais cela n'empêchait pas, malgré le scientisme et l'enthousiasme autour du "Progrès", véritable mythe actif du XIX^e siècle (il suffit de relire Victor Hugo pour s'en convaincre), les critiques et les avertissements de quelques penseurs ou écri-

vains qui, confusément, devinaient que l'orgueil scientifique des hommes pouvait bien, quelque jour, se retourner contre l'humanité tout entière, qu'il s'agisse de sa vie ou de son âme. D'autres (et parfois les mêmes) s'inquiétaient des dégradations que la frénésie industrielle entraînait pour les villes comme pour les corps, qu'il s'agisse du marxiste Jack London ou du royaliste Paul Bourget. Sans oublier les pages très prophétiques de Georges Bernanos dans l'ouvrage *La France contre les robots*, véritable manifeste de colère contre une société de plus en plus mécanique et consumériste, et si oubliée, en définitive, du respect dû aux hommes et à leur être.

Société de
consommation

Néanmoins, malgré la forte poussée des appétits humains, en particulier depuis que la société de consommation, au terme d'une véritable révolution copernicienne, a inscrit la formule *Consommer pour produire* à ses frontons sous le beau nom trompeur de "croissance", les États ne se sont pas totalement désinté-

ressés des conséquences d'une exploitation abusive des ressources et de la dégradation des environnements liée à l'explosion sans pareille de la démographie mondiale et, par là même, du nombre de consommateurs nouveaux, forcément plus exigeants que ceux des générations précédentes.

« L'emprise de l'homme sur la nature est devenue telle qu'elle comporte un risque de destruction de la nature elle-même. Il est frappant de constater qu'au moment où s'accroissent et se diffusent de plus en plus de biens de consommation, ce sont les biens élémentaires les plus nécessaires à la vie, comme l'air et l'eau, qui commencent à faire défaut. » Évidemment, cela n'a pas été suffisant pour résoudre les problèmes posés à l'environnement dans notre pays, et cela n'a pas empêché, malgré la crise pétrolière de 1973 en définitive vite "intégrée" à la société de consommation, les gaspillages de se poursuivre, voire de s'intensifier, jusqu'à nos jours. Comment pourrait-il en aller autrement dans ce monde qui, de plus en plus individualiste, ne supporte plus d'autre contrainte que celle de la "dépendance volontaire" à la consommation, toujours alimentée par des "nouveau-tés" vite présentées comme des "nécessités" absolues...

Fin d'un cycle ?

Arrive-t-on, dans notre société française, à la fin d'un cycle, celui du "toujours plus" ? En tout cas, nos contemporains, au moins



La raffinerie de Feyzin, symbole de pollution aux environs de Lyon...

dans les mots, semblent prendre conscience des enjeux liés à l'environnement : le discours médiatique actuel, relayé par un Nicolas Hulot devenu écologiste (il ne l'a pas toujours été, mais son évolution n'en est que plus intéressante et caractéristique d'un changement perceptible, aussi, dans l'opinion publique), semble répondre au "désir d'écologie", aujourd'hui plus visible, peut-être plus lisible et plus compréhensible malgré les manœuvres politiciennes des Verts, écologistes autoproclamés mais pas forcément logiques avec les idées qu'ils sont censés défendre...

Le "souci environnemental", s'il se libère du joug partisan des Verts, ne peut pour autant s'abstraire du politique, car il est, en fait, éminemment politique par es-

sence même : comme le souligne Charles Mathieu dans un article fort important paru dans la revue *Une certaine idée* en 2001 : « La question de l'environnement renvoie tout uniment à la prise en compte de l'intérêt général, c'est-à-dire au politique. La préservation de l'environnement est une idée qui relève du politique et du rôle des États, dans la mesure où il s'agit, en fin de compte, de préserver l'idée de bien commun non pas face au progrès et à la technique, mais contre les idéologies qui privilégient les intérêts particuliers et les systèmes qui sacrifient délibérément l'homme à la logique marchande. »

Ainsi, toute politique de l'environnement passe par une réflexion politique, non seulement sur ce qu'il faut mettre en œuvre et en place pour répondre aux problèmes environnementaux, mais sur les institutions qui peuvent assurer et garantir cette action et sa pérennité, son efficacité.

L'ancien ministre de l'écologie, Serge Lepeltier, écrivait dans cette même revue des lignes qui peuvent éclairer utilement la réflexion : « Le président de la République, Jacques Chirac, l'a souligné : "En matière d'environnement, exigence rime désormais avec urgence." Il faut donc agir vite, d'autant plus vite que le réchauffement climatique renvoie à une gestion du temps tout à fait inhabituelle en matière de décisions politiques.

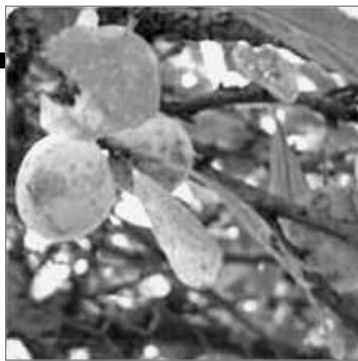
Une molécule de gaz carbonique, le principal gaz à effet de serre, a une durée de vie dans l'atmosphère de cent ans. Ainsi, l'évolution du climat que nous connaissons aujourd'hui, avec ses conséquences en matière de catastrophes naturelles, est vraisemblablement due à l'industrialisation du XIX^e siècle. De même, la plupart de nos décisions d'aujourd'hui ne porteront seulement leurs fruits qu'au XXII^e siècle.

Mais la grandeur du politique n'est-elle pas de vouloir s'extraire de la dictature de l'éphémère, pour s'atteler à la sauvegarde de l'environnement des générations futures ? »

Il est à noter que M. Lepeltier, aussi lucide soit-il, n'a pu, lors de son passage au gouvernement de la République, que constater son impuissance à faire passer son message écologiste au-delà des simples déclarations d'intention...

Politique
d'abord !

Il n'y aura évidemment pas de politique prenant en compte le souci environnemental sans enracinement de l'État dans le "temps long" et sans auto- ➤



De l'écologie, royale par essence !

► nomie de la décision politique à l'égard des sphères économiques et financières, voire politiciennes. L'écologie doit se penser en termes de générations et de continuité dans la dynamique politique, comme le souligne M. Lepeltier : or, quel État peut répondre à ces exigences, à ces "urgentes exigences" ?

La République, et c'est d'ailleurs son principal problème, malgré toute la bonne volonté de ceux qui la servent, est beaucoup trop dépendante, de par le caractère électif de ses institutions d'État, de l'opinion et de ceux qui la font, les groupes financiers et économiques : ceux-ci, plus attachés à faire des affaires qu'à penser aux conséquences sur le long terme de leur stratégie actionnariale ou entrepreneuriale, auront tendance, à moins de développer une nouvelle pratique de la récupération et du recyclage (ce qui n'est pas, à long terme, impossible, mais sans doute faut-il une impulsion extérieure à leur propre sphère), à privilégier le court terme et leurs intérêts particuliers. À moins de développer une sorte de "populisme écologiste" qui risquerait, en définitive, de se retourner contre la nécessaire écologie, la République est bien incapable d'incarner le souci environnemental.

C'est sans doute le privilège d'un État qui se prolonge, au-delà de la personne même de son magistrat suprême, par la suite dynastique, de pouvoir incarner, assumer ce souci environnemental, pas forcément populaire en tous ses aspects mais toujours nécessaire, ne serait-ce que pour les générations qui nous suivent. "L'écologie d'État" peut trouver en la monarchie royale sa meilleure définition et action. Dans le cadre d'une "instauration royale", la monarchie n'aura guère le choix si elle veut se redonner une légitimité pour les générations futures : ce qui apparaissait hier comme une question subsidiaire, sera l'élément majeur d'une politique qui n'aura pas renoncé à remplir son rôle de direction et de protection pour la société nationale.

D'autre part, comme le soulignait récemment Nicolas Hulot avec beaucoup de justesse, la France, en donnant l'impulsion et l'exemple d'une politique environnementale audacieuse, serait plus à même de peser sur les décisions d'autres États encore hésitants en ce domaine. Elle retrouverait, par là même, une position d'avant-garde dans un monde conscient, de plus en plus, de sa fragilité. Et la terre mérite bien cet effort demandé à notre génération, pour préserver celles à qui nous devons l'avenir...

Tout comme le génie français, l'écologie prend sa source dans une "maison". Elle n'a pas toujours été nommée en tant que telle, mais ses racines embaumaient depuis longtemps l'air que nous respirons : "oikos" – maison – et "logos" – discours. Elle est le fruit d'un long dialogue, qui n'exclut pas les lois pour que tout pousse, croisse, grandisse et nourrisse les hommes en bon ordre : pas d'angélisme !

Le mot fait l'unanimité. Bien qu'il ne soit dans notre vocabulaire que depuis cent cinquante ans, et depuis bien moins encore dans les bouches politiciennes, il est consubstantiel à notre histoire.

En 1414, le Grand Traité des Pêches citait une "lettre patente" de Louis le Jeune, relative au hareng salé, qui remontait à 1170. En août 1681, dans le souci de veiller à la pérennité de cette pêche, ô combien nourricière, une ordonnance de Louis XIV fixa les mailles des filets (rets) à un pouce carré, et imposa aux bateaux de pêche d'avoir deux lumières... Sinon, gare ! Cinquante livres d'amende !

Notre histoire est riche d'enseignements. Pourtant, nous lui tournons le dos. Ces lois, qui sont le fruit d'un dialogue entre les "chefs de maison", sont à l'opposé des pratiques du temps présent, où l'on a failli mettre l'ortie à l'index...

À maints égards, la royauté apparaît comme le meilleur des régimes politiques. Sa capacité à sauvegarder les conditions de survie de l'espèce humaine tient, notamment, à la "longueur de pensée" et au sentiment d'appartenance qu'elle encourage.

Longueur de pensée

Lors d'une conférence internationale sur les dérèglements atmosphériques (en mars 1989 à Paris), après avoir dénoncé la tendance technocratique qui pousse aux décisions « de courte vue formulées par des hommes du court terme », Michel Serre déclarait :

« Il existe une pollution matérielle, certes, technique et industrielle, qui met en danger le temps au sens climatique de la pluie et du vent, mais il en existe une deuxième, invisible, qui met en danger le temps qui passe et

par **Bernard LHÔTE et Marc VAN de SANDE**

coule, pollution culturelle que nous avons fait subir aux pensées longues, ces gardiennes de la terre, des hommes et des choses elles-mêmes. Sans lutter contre la seconde, nous échouerons dans le combat contre la première ! »

L'absence de sens du long terme est évidemment surproducteur d'aberrations de toutes sortes, politiques comme écologiques.

Le sentiment d'appartenance à l'environnement détermine des attitudes respectueuses des éléments (terre, eau, air) et des autres espèces, ainsi que des pratiques économes des ressources naturelles. À l'opposé, le sentiment d'être au-dessus, à part, sans attache, absolument "libre", tend à



"Jardin de France"

faire de l'homme un maître totalitaire de la planète, un propriétaire abusif, inconséquent et dépensier.

Appliquons ces deux "critères-repères" – longueur de pensée et sentiment d'appartenance – à quelques systèmes idéologiques, religieux, politiques, afin d'évaluer leur compatibilité avec la préservation, non pas de la planète, qui n'est pas en péril, mais des équilibres compliqués et fragiles qui permirent l'apparition et la perpétuation des mammifères.

L'animisme intégré

Les civilisations animistes cultivent des traditions garantes de stabilité dans le temps, et un fort sentiment d'appartenance. En témoignent ces paroles d'un chef indien : « **Le lakota était empli d'amour pour la nature... S'asseoir ou s'allonger à même le sol lui permettait de contempler avec une plus grande clarté les mystères de la vie, et de se sentir plus proche de toutes les forces vivantes qui l'entouraient.** »

Il ne s'agit pas de tomber dans le mythe du bon sauvage. Simplement, l'animiste, ne s'abstrayant pas de la biosphère, la ménage.

Intégré à l'immense ensemble qui le nourrit et le constitue, il prend soin de n'en pas déranger l'ordonnance et entretient avec lui des relations attentives, subtiles. Ne séparant guère création et créateur, matière et esprit, l'animiste sacralise les œuvres de la divinité, et vit dans le respect des esprits des arbres, des fontaines, des rochers, des monts, des vents. Sa finalité n'est pas le progrès mais l'harmonie. On comprend qu'il soit en voie de disparition...

La chrétienté réfrénée

Le christianisme distingue l'homme du reste de la création, d'une façon que certains ont pu juger radicale, voire imbue d'un sentiment d'extrême supériorité... Une telle distinction peut induire

thée ! Un certain respect pour un ordre divin a disparu au nom du dieu Progrès et, sans rire, dans le dessein d'une régénération de l'humanité elle-même.

Dans les colonnes du *Monde*, André Fontaine a défini la Révolution française comme l'issue d'une logique de rupture de la Raison avec l'expérience, du Progrès avec l'ordre existant, du Bonheur terrestre avec le Paradis. L'équation Raison-Progrès-Bonheur devait conduire à l'émergence d'une société parfaite en faisant table rase de l'Ancien Régime.

Hélas, la rigueur scientifique escomptée ne s'est pas appliquée à la régulation des délires industrialistes. Chercheurs, savants et ingénieurs ont cédé à la techno-frénésie sans se soucier des conséquences à moyen et long terme.

Révolution et écologie incompatibles ?

On nous serine assez que le monde actuel et ses progrès sont enfants de la Révolution française. Soit, mais alors il faut admettre que les pollutions gigantesques, la croissance des probabilités de catastrophes, l'atteinte à l'espérance de vie de la biosphère, sont aussi au nombre de ses descendants.

Avec elle on quitte pensée longue et sentiment d'appartenance, au profit d'une logique de rupture, coûte que coûte, vis-à-vis du temps et de la nature. Avec pour conséquences la mode écervelée de la modernité, l'obsession du changement pour le changement et le "bouguisme", qui sont contraires au développement durable.

Capitalisme, communisme, mêmes dégâts !

Tous les capitalistes n'ont pas une courte vue, et toutes leurs réalisations ne sont pas de courte vie, mais l'inclination avérée du système est la suivante : le plus de profits possibles, le plus vite possible.

Le capitalisme n'a cure des traditions et des cultures enracinées dans l'histoire qu'elles véhiculent ; la société de consommation qu'il promeut les détruit plus sûrement qu'une révolution culturelle à la Mao. ►►

La Révolution effrénée

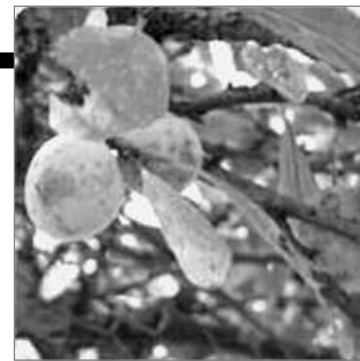
La Révolution jeta cette ultime limitation "obscurantiste" pardessus les étoiles. Vive Promé-

Le point de transit du commerce européen

« La France est parcourue de long en large par des camions étrangers, souvent anciens, qui transitent par notre territoire, usent nos routes, ne font même pas un plein de carburant... et ne contribuent pas pour un centime à la richesse d'un pays qu'ils polluent et dont ils défoncent les routes nationales, afin d'économiser les frais de péages autoroutiers. Il faut transformer le système et instaurer à l'allemande une

sorte de "péage au kilomètre"... tout en mettant en place un véritable réseau de ferroutage qui soit incitatif à garer les camions sur les trains, comme des "autoroutes maritimes" qui puissent désengorger les liaisons vers l'Espagne et l'Italie... Nous sommes le point de transit du commerce européen. »

Nicolas MIGUET
(Le Quotidien de Paris
23/1/2007)



► Quant au sentiment d'appartenance, la frénésie de l'appropriation le remplace totalement. En principe "a-écologiste", mais "anti" en pratique, le capitalisme ne s'occupe de l'avenir qu'à la Bourse.

Le communisme, lui, ne manque pas de longueur de pensée, mais il est si univoque et rigide qu'il ne supporte pas la complexité de ce qui vit. Et son révolutionnarisme l'entraîne à tout bouleverser "knout que knout". Son productivisme mégalomane a engendré des records de pollution, de la Caspienne à Tchernobyl. En Chine, au Vietnam, au Cambodge surtout, la politique de la "désappartenance", de l'arrachage des racines culturelles jusque dans les têtes, a conduit aux pires massacres et à la destruction du patrimoine.

La démocratie polluée

En théorie, rien n'empêche les dirigeants d'une démocratie d'entretenir des pensées longues et un vif sentiment d'appartenance à la biosphère. Hélas, leur soumission aux jeux électoraux réduit leur horizon au prochain scrutin. De plus la précarité de leur position les rend, pour être élus et réélus, particulièrement dépendants des oligarchies financières, donc de capitalistes.

Ce n'est pas un hasard si les quelques démocraties tout de même un peu écologistes sont (Suisse exceptée) des démocraties couronnées.

Un régime bio

La monarchie dynastique est championne en développement durable. Son mode de transmission du pouvoir lui assure une maîtrise relative du temps. En tout cas, aucun régime n'a, au cours de notre histoire, démontré un tel sens du long terme. Seule une patience, une persévérance et un soin d'alchimiste pouvaient aboutir à ce grand chef d'œuvre, la France. Quant au sentiment d'appartenance, la royauté en est l'expression politique par essence.

Régime "analogique" plutôt qu'idéologique, "biologique" davantage que logique, il reproduit au sommet de l'État les grands moments communs à chaque existence, de la naissance à la mort, dépassée aussitôt par le cri magique : *le roi est mort, vive le roi !*

Enraciné par sa lignée dans le passé et promis par elle au futur, évoluant donc, sans table rase, d'avenir en avenir, le Souverain épouse et le temps, et le territoire.

Aucun régime ne s'inspire autant de faits de nature. Sa légitimité, il ne la tient pas de l'isolement, mais de l'alcôve. Quel régime est plus incarné, plus sexué que le royal ? Il n'en est pas de plus habile dans l'art d'entrelacer le spirituel et le charnel. D'où son charme, d'où sa poésie. La royauté est une artiste !

■ **M^{gr} le comte de Paris, duc de France, chef de la Maison de France, en digne héritier de la lignée capétienne, est soucieux de sauvegarder le "bien-vivre" de la Maison France. Il l'a déjà montré**



dans de multiples déclarations toujours fort pertinentes. Il accorde ici à l'Action française le grand honneur d'un entretien. Nous ne saurions trop exprimer à Monseigneur notre reconnaissance.

L'ACTION FRANÇAISE 2000. – Monseigneur, puis-je vous demander d'où vient l'intérêt que vous avez toujours manifesté pour les questions touchant à l'environnement. ?

MONSEIGNEUR. – Il vient d'abord de mon plaisir à voir la nature épanouie et belle, mais également d'une réflexion philosophique, si je puis dire, sur la nécessité de protéger notre environnement pour que nos enfants aient un paysage qui ne soit pas détruit par l'homme.

A.F. 2000. – N'est-ce pas aussi pour ces raisons que l'on voit aujourd'hui souvent des princes – le prince Albert II de Monaco, le prince Charles d'Angleterre – se montrer sensibles aux questions environnementales ?

M^{gr} – Je crois qu'il est tout à fait normal que les princes se préoccupent de ces questions parce que c'est un domaine qui ne touche pas à la politique politicienne, ...ou ne devrait pas y toucher car je ne pense pas qu'il y ait une écologie de droite ou une écologie de gauche ! Donc il est normal que les princes, les rois, disent ce qu'ils pensent dans un domaine qui concerne tous les habitants de leur pays et de la terre. Il y a là, pardonnez-moi ce terme un peu moderne, un "créneau" dans lequel je pense que nous devons nous investir. Et je vois le prince Bernard ou le prince Aga Khan, tous préoccupés de la protection de la nature : ils investissent et ils s'investissent.

Un certain bonheur

A.F. 2000. – Comment définiriez-vous l'écologie ?

M^{gr} – Je pense, voyez-vous, par

L'A.F. REÇOIT

M^{gr} le Comte de Paris, Duc de France « Nous avons à réinventer l'avenir »

exemple qu'un abbé Pierre était un écologiste avant l'heure parce qu'il œuvrait pour protéger notre société, pour protéger les plus pauvres et leur permettre d'accéder à un certain bonheur. L'écologie c'est certes autre chose car l'on pense plutôt à protéger la nature, mais c'est aussi cela : la nature, si on la protège, elle apporte du bonheur. Il y a là tout un domaine qu'on n'a pas assez exploré et que je définis parfois comme une écologie *divine*. C'est le rappel de toutes ces valeurs qui nous ont été enseignées, qui font que la terre est ce qu'elle est et que si nous ne la protégeons pas elle risque de disparaître. Mais si nous la protégeons nous protégeons ces valeurs qui sont inscrites dans la Genèse, inscrites dans les grands livres sacrés.

A.F. 2000. – C'est bien pour cela que l'écologie ne doit pas être laissée au mains des politiciens...

M^{gr} – Non, bien sûr. On assiste avec eux à une distorsion de l'attribut écologique. C'est pourquoi j'admire un Nicolas Hulot qui a eu le courage de sortir des clichés gauche-droite, parce qu'il aura beaucoup plus de force là où il se positionne pour pouvoir rappeler des choses, défendre le pacte écologique qu'il a présenté à tous les hommes politiques. Je l'approuve, je suis depuis longtemps avec intérêt ce que fait Nicolas Hulot et, croyez-moi, je suis tout à fait d'accord avec son action.

La France à la traîne

A.F. 2000. – Pensez-vous que la défense de l'environnement pourrait représenter pour la France un grand dessein ? Que la France a un rôle mondial à jouer en ce domaine ?

M^{gr} – Actuellement la France est à la traîne. Parce que nous n'arrivons pas à prendre des décisions politiques même pour l'immédiat. Alors que nous aurions dû sur le plan des énergies par exemple faire beaucoup plus. C'est Bruxelles qui nous oblige – et pour une fois, je serai d'accord avec Bruxelles ! – à avoir un parc d'éoliennes beaucoup plus important que celui que nous avons. Quand on pense que sur toutes nos côtes et sur un certain nombre de kilomètres à l'intérieur souffle un vent supérieur à 10 %, on comprend qu'il est urgent d'en implanter.

A.F. 2000. – Certains y sont très hostiles...

M^{gr} – Je sais : elles ne sont peut-être pas très jolies... Quant aux nuisances, j'oserai dire qu'elles n'en présentent pas plus que les cloches des églises... On s'y habitue ; le bruit continu qu'elles engendrent n'est pas un bruit qui vous vrille le cerveau. On entend

dire parfois que ce bruit dérangeraient les chouettes la nuit, mais celles-ci n'ont-elles pas leur radar pour faire attention ? En tout cas les éoliennes sont moins nocives que les rejets de gaz carbonique. C'est donc là un faux débat. Les plus hostiles sont des personnes liées aux grands groupes produisant de l'électricité soit par l'atome, soit par le pétrole, or on ne peut être en même temps juge et partie ! Je pense qu'il faut que nous ayons plus d'éoliennes, à l'exemple de pays comme l'Espagne et l'Allemagne qui commencent à devenir indépendants sans avoir besoin de nucléaire. Il importe de trouver un certain équilibre entre le nucléaire et les énergies de substitution

A.F. 2000. – Quels devraient être selon vous, Monseigneur, les grands principes d'une politique environnementale ?

M^{gr} – L'environnement concerne le pays, la nature, la terre. Qui sont ceux qui travaillent le plus la terre ? Les paysans, les agriculteurs. Or je ne sais pas que l'on ait jamais demandé à ceux-ci, aux gens du pays, quelle était leur idée de l'environnement, du développement de leur région. Ils devraient être les premiers à avoir leur mot à dire. Sur un plan local d'abord, régional ensuite, puis national, il faut faire remonter les désirs et les volontés des Français. Aller tout d'un coup percer telle montagne, boucher tel fleuve, abîmer durablement la nature pour gagner plus d'argent est complètement aberrant. Il faut des États généraux au niveau des départements, des régions, puis au niveau de l'État. Je pense qu'il faut aussi ne pas avoir peur d'être moderne : avec les moyens actuels de communication, désenclaver une région est facile, mais il faut en même temps considérer que le prix de la vie, le prix de *l'environnement de la vie*, est plus important qu'un bénéfice capitaliste.

A.F. 2000. – C'est ainsi, alors, que l'on pourrait discuter, par exemple, du tracé d'une autoroute ou d'un TGV qui balafre une région ?

M^{gr} – J'ai un exemple tout simple et je compte me battre à ce sujet. Je reviens du Pays Basque, il est question de créer d'ici quinze ans un TGV vers l'Espagne mais, au lieu de le faire passer par l'endroit où il existe déjà des voies, on veut percer un tunnel ! Cela va abîmer définitivement le paysage car il faut laisser huit kilomètres de part et d'autre du tracé, huit kilomètres qui seront un désert, avec perte totale de bien-être. Le pays n'a pas besoin d'être éventré, mais choisir la voie déjà ferrée dérange les hommes politiques, car à leurs yeux cela représenterait plus de nuisances ! Or un TGV

fait moins de bruit qu'un autre train ! Mais voilà : ce ne serait pas électoralement bon. On retrouve toujours l'égoïsme politique.

Fuir les idéologies

A.F. 2000. – Un débat se dessine entre partisans de la croissance et de la "décroissance". Qu'en pensez-vous, Monseigneur ?

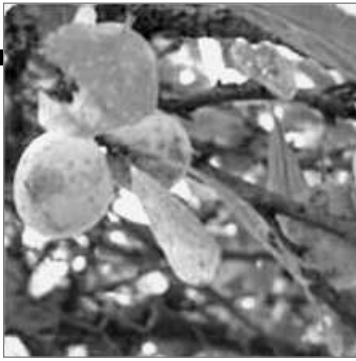
M^{gr} – Je crois que c'est de la fausse politique parce que, de toute façon, nous sommes acculés à prendre des décisions drastiques sur le plan économique, d'abord pour payer notre dette, ensuite pour trouver des énergies de substitution, ce qui signifie ralentissement de l'économie. N'entrons pas dans un débat stérile, du genre de celui de jadis sur le sexe des anges. Une épée de Damoclès nous menace : nous avons à trouver d'autres systèmes d'économie, à utiliser des énergies locales pour nous en sortir. Je crois que nous allons devoir réinventer l'avenir.

A.F. 2000. – Ne pensez-vous pas que certains écologistes ont une vision idéologique de la nature ?

M^{gr} – Les seuls à mon avis qui aient une vue réaliste de la nature ce sont les paysans, comme José Bové. Mais le virus politique l'a pris, lui, et, à mon avis, il est allé un peu trop loin. Non pas dans ses attaques contre les O.G.M., car je pense que nous n'avons pas assez réfléchi à ce problème. Mais je pense qu'il est déjà trop tard ; le pollen n'a pas attendu M. José Bové, il s'est transformé, nous avons des champs qui en ont été contaminés. Je connais des agriculteurs qui cultivent *bio*, c'est tout un travail et c'est une science, ça coûte un peu plus cher, mais si le label leur est donné c'est qu'ils suivent des normes vraiment biologiques. Donc je pense que cette nourriture est saine – le but d'un agriculteur devrait être de nous donner une nourriture saine ! – Beaucoup de ces nourritures ont été tellement transformées qu'on est obligé de racheter des oligo-éléments en pharmacie, il y a des contrats entre certaines grandes surfaces cultivables et certaines grandes pharmacies. Déjà des oligo-éléments sont prélevés à la source pour les pharmacies. On nous abrute de tous les côtés aussi bien par la nourriture que par le petit écran !

Mais n'oublions pas que la France est un jardin merveilleux et les Français ont toujours su trouver l'élan nécessaire pour redresser leur destin.

Propos recueillis par Michel FROMENTOUX



Le pari de la décroissance

par
Pierre LAFARGE

Is préfèrent les trains Corail aux TGV, le vélo à la voiture, l'agriculture biologique aux poulets transgéniques. Pour autant ce ne sont pas que de simples bobos ou des écologistes lambda. Intellectuels mordants, plus réalistes qu'utopistes, voilà les décroissants ! Opposés au "développe-

Les royalistes auraient tort de ne pas entamer un débat sérieux avec les partisans de la décroissance et notamment avec la pensée iconoclaste de Serge Latouche.

ment durable", dans lequel ils ne voient qu'un gadget cache-sexe au service de l'industrie et du libéralisme, ils ont développé une critique radicale de la société de consommation. Leur ennemi : "l'idéologie de la croissance", celle qui, partie de nos sociétés occidentales, étend désormais sa domination sur l'ensemble du monde contemporain.

Les décroissants sont persuadés que la croissance n'est pas inéluctable : « **La croissance économique, écrit Paul Ariès, est un choix que fait une société : de la même façon qu'il a fallu discipliner les prolétaires pour en faire de bons salariés, il a fallu discipliner les ménagères pour en faire des consommatrices. Il ne peut y avoir de croissance économique que parce que nous acceptons d'être des forçats du travail et de la consommation.** »

Gauche anti-totalitaire

Intellectuellement, le courant décroissant provient de la gauche anti-totalitaire : ils ne cachent pas leur dette à l'égard de Claude Lefort ou Cornélius Castoriadis, qui taillèrent dès les années 1950 des croupières au stalinisme dans leur revue *Socialisme et Barbarie*. Ils revendiquent également d'être les héritiers de penseurs atypiques de l'écologie, comme le juriste protestant Jacques Ellul ou l'inclassable Ivan Illich. S'ils ne nient pas une influence marxiste, les décroissants s'en détachent lorsqu'ils proclament, comme Maurras, le primat du politique : « **La décroissance se veut avant tout un refus de toute nécessité, affirme Paul Ariès, car nous croyons que les seules lois valables sont les lois politiques et non économiques. [...] L'issue planétaire passe donc par un retour au politique.** »

Le terme de décroissance remonte aux années 1970 et à l'œuvre d'un économiste roumain, Nicholas Georgescu-Roegen

(1906-1994), intitulée *Demain la décroissance : entropie-écologie-économie*. Au début des années 2000, des activistes issus des "Casseurs de pubs" (Vincent Cheynet, Bruno Clémentin) et des intellectuels comme Paul Ariès ou Serge Latouche ont véritablement lancé un courant décroissant en France, avec sa revue bimestrielle en kiosque nommée tout simplement : *La Décroissance*. Le journal de la joie de vivre. Politiquement ils n'ont trouvé d'écho que dans un courant des Verts, celui du député et ancien ministre Yves Cochet, officiellement rallié en juillet 2006 à la décroissance. De nombreux autres Verts, "progressistes", sont néanmoins fortement opposés à la décroissance.

Anti-progressisme

La Nouvelle Droite païenne d'Alain de Benoist, via la revue *Éléments* (1), s'est ralliée à la décroissance, provoquant une polémique et entraînant les dénégations empressées de Paul Ariès. Il semble pourtant difficile de ne pas rapprocher l'œuvre d'Heidegger ou des tiers-mondistes et ethno-différentialistes d'Alain de Benoist de certaines préoccupations des décroissants (ils défendent la « **diversité culturelle** »).

Sur le plan réactionnaire comment ne pas penser également au roman *Ravage* de René Barjavel (publié en 1943), avec sa vision catastrophique d'une sortie du machinisme et d'un retour à la terre. Si les royalistes et les promoteurs de la décroissance peuvent se retrouver, c'est d'abord sur le clair rejet du dogme du Progrès qui leur est commun. Si plus grand monde ne croit encore au Progrès, comme l'a bien montré dans ses travaux Pierre-André Taguieff, nos politiques, coupés du réel n'ont que ce mot à la bouche : progrès social, progrès économique...

Apparue au XVII^e siècle (2), l'idéologie du Progrès est indissociable de la pensée des Lumières et de ses héritiers libéraux ou totalitaires. Paradoxalement, beaucoup de décroissants se pensent en héritiers du libéralisme philosophique des Lumières...

Royalisme et décroissance

Par leur opposition précoce à la malbouffe (campagnes contre les restaurants MacDonald à Lyon dès le début des années 1990), par leur souci écologique légué par Maurras, par leur critique de la société de consommation et du spectacle, les royalistes rejoignent nombre de préoccupations de la pensée décroissante. Leurs approches de l'organisation écono-

mique, méfiantes envers l'État autant qu'envers le capital, procèdent de préoccupations similaires.

Certains se rappelleront qu'il y a quelques années, Serge Latouche, alors animateur du Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales (MAUSS) avait pris la parole dans un cercle royaliste parisien (celui de la revue *Im-médiatement*). Les actuels travaux du Cercle Jacques Bainville (3) vont également dans ce sens (voir le numéro de *Valeurs actuelles* du 19 janvier dernier). Même si de sérieuses divergences politiques subsistent, un dialogue entre décroissants et royalistes ne peut être que productif.



La société de consommation n'est pas un modèle obligé

Parmi les décroissants, Serge Latouche demeure le plus intéressant pour sa critique politique assez radicale du système démocratique contemporain, ce qui n'est pas du goût de tous dans son propre camp : « **Réfléchir sur la démocratie aujourd'hui sans remettre radicalement en cause au préalable le fonctionnement d'un système dans lequel le pouvoir (donc le politique) est détenu par les "nouveaux maîtres du monde" est au mieux un vain bavardage, au pire une forme de complicité avec le totalitarisme rampant de la mondialisation économique. Qui ne voit pas que, derrière les décors de la scène politicienne et la farce électorale, ce sont très largement les lobbies qui font les lois ?** ». De même, Latouche reconnaît volontiers qu'« **il existe un anti-utilitarisme de droite et anticapitalisme de droite [...], un antitravailleursisme de droite et un antiproduktivisme de droite qui se nourrissent des mêmes arguments que nous** ». Affaire à suivre.

Bibliographie :

* **Paul Ariès** : *Décroissance ou barbarie*, *Golias*, 168 p., 15 euros.

* **Serge Latouche** : *Le Pari de la décroissance*, *Éd. Fayard*, 302 p., 19 euros.

(1) *Éléments* n° 119, hiver 2006.

(2) **Frédéric Rouvillois** : *L'invention du Progrès*, *Kimé*, 1996.

(3) www.cjb-assas.new.fr

Pour un vrai "retour à la terre"

Que l'en- g o u e - m e n t par
Michel FROMENTOUX

très laid) mais de séjour : « **le séjour qu'ont bâti**

quasi général pour l'écologie coïncide avec le moment où l'homme est plus que jamais déraciné, "formaté" par la technocratie dominante, n'est paradoxal qu'en apparence. La réaction devait un jour ou l'autre se produire.

Se pose tout de même une question : au-delà chez certains d'une forme de snobisme, ou chez d'autres, comme les premiers "écologues" d'après Mai 68 et encore bien des "Verts" d'aujourd'hui, d'une volonté contestatrice et révolutionnaire, ce "retour à la nature" révèle-t-il un effort de nos contemporains pour retrouver la vraie nature, celle avec laquelle l'être humain a depuis trop longtemps cessé d'entretenir des rapports vitaux ?

"Le séjour qu'ont bâti mes aïeux"

Le grand sage que fut Marcel De Corte aimait rappeler la mission que le Dieu de la Genèse a assignée à l'homme : aménager la nature et accomplir la Création. Jadis, écrivait-il dans *L'homme contre lui-même*, « **le travail de l'homme ne détruisait pas son environnement naturel, mais l'ennoblissait en l'élevant à un niveau humain** ». Cette connivence secrète et profonde de l'homme avec la nature « **prolongement physique de son âme** » a cessé d'être la norme depuis le XVIII^e siècle, quand les "philosophes" ont amputé l'homme de ses relations naturelles pour lui donner en échange un appareil de prothèse rationaliste et idéologique sous le poids duquel « **l'homme se déshumanise et la nature se dénature** ».

Les écologistes, s'ils veulent être logiques avec eux-mêmes, doivent sans tarder opérer en eux-mêmes et dans leurs discours la "révolution copernicienne", pourrait-on dire, qui s'impose si l'on veut revitaliser l'homme et l'empêcher de se "mécaniser". Autrement dit renoncer aux mythes des "Lumières" et de 1789 qui ne cessent d'anémier l'homme en l'envisageant comme un atome sans cesse à recréer, comme un individu malléable, comme un objet à refabriquer toujours à l'image et à la ressemblance des idéologues de tout poil.

Sans quoi, aux mythes du "Progrès", de la technique et de la rentabilité économique, les écologistes ne sauront que substituer la terre elle-même comme un nouveau mythe. Pire ils en feront un parti ! Trop souvent ils figent la terre, mais ne savent pas la sentir. On ne se crispe pas sur ce que l'on sent vivre, on en vit, et s'appuyant ainsi sur le réel on s'ouvre à l'universel.

On ne parlait pas jadis d'environnement (le mot est d'ailleurs

mes aïeux » comme disait Joachim du Bellay, ce séjour qui donnait toute sa sève à un Frédéric Mistral, le véritable père d'une saine écologie... Aimer la terre c'est s'en reconnaître héritier, c'est l'aimer à travers les pères qui transmettent les vertus de mesure, de patience, de ténacité, de respect pour la Création divine.

Sacrifice et renaissance

Ce n'est point refuser pour autant tout changement. Qui dit vie dit sacrifice, mais aussi renaissance constante. Il faut être capable de sacrifier quelque élément secondaire du cadre de vie pour sauvegarder celui-ci dans des conditions nouvelles ou pour servir le bien commun. Maurras l'a dit : « **Ce cher pittoresque est tellement vivant qu'il n'y a point à s'étonner qu'il meure sans cesse.** » Évoquant quelques travaux effectués dans sa chère ville de Martigues, Maurras rappelait ces vers d'Adolphe Dumas, cités par Mistral dans *Calendal* : « **Les wagons dans les corbeilles / emportent tout et vite, vite, vite / mais n'emportent pas le soleil / mais n'emportent pas les étoiles.** » Et Maurras ajoutait : « **Pour ce qui doit être laissé en route, et qu'il nous faut sacrifier à d'autres beautés nouvelles, il sera équitable de ne pas oublier qu'en définitive toutes les constructions géométriques du monde ont pu et dû commettre de semblables dévastations.** » C'est dans toute la mesure où l'on est enraciné dans l'héritage des anciens que l'on peut juger du bien-fondé des changements à prévoir.

Voilà pourquoi il importe en ce domaine comme en d'autres de toujours raison garder afin de ne point camoufler sous la couverture des "bons sentiments" une simple idéologie ou des réflexes purement routiniers, voire des intérêts égoïstes ou féodaux...

Ajoutons qu'à trop vouloir ne considérer que la sauvegarde du cadre de vie, donc de la qualité de la vie, on risque d'en oublier le sens de la vie, et du même coup le prix de la vie, dont la finalité n'est pas de ce monde, donc d'en venir à mépriser les plus humbles, les petits, les faibles, les sans-voix, les "ratés" de la nature... Au nom d'une écologie dénaturée, on peut déboucher sur l'eugénisme.

L'écologie est comme la langue d'Esop : la meilleure ou la pire des choses. Raison de plus pour ne pas en laisser le monopole aux démocrates, lesquels ne savent penser que d'après eux-mêmes...

Maurras positiviste ?

■ Un grand colloque intitulé *L'Église, la France et la démocratie* s'est tenu le samedi 2 décembre 2006 à l'Institut universitaire Saint-Pie X, à l'occasion du centenaire de la publication de *La démocratie religieuse* de Maurras. Nous rendrons compte prochainement de cette journée organisée conjointement par l'Institut Saint-Pie X, dont le recteur est l'abbé Christian Thouvenot, et par l'Institut d'Action française, dont le directeur est Michel Fromentoux. En attendant nous publions ci-dessous de larges extraits de la communication qu'avait envoyée Pierre Pujo posant la question du "positivisme" de Maurras.

Lorsqu'en 1927 les sanctions de Vatican s'abattirent sur l'Action française, il fallut bien leur trouver une justification religieuse. Les textes qui accompagnaient ces sanctions, qu'il s'agisse de la lettre pastorale du cardinal Andrieu, archevêque de Bordeaux, d'août 1926 ou de l'allocation consistoriale du 26 décembre suivant, contenaient des accusations tellement aberrantes et même fantaisistes contre l'Action française qu'elles n'étaient pas crédibles, par exemple l'imputation à Maurras de la formule « **Défense à Dieu d'entrer dans nos observatoires** », dont Victor Hugo est l'auteur, ou bien le projet de restauration de l'esclavage...

Pour expliquer le coup de crosse pontificale contre l'Action française, école de pensée et mouvement politique toujours respectueux de l'enseignement de l'Église catholique, on en venait à supposer des motivations politiques. L'Action française était un obstacle au développement des relations entre le Vatican et la République française, un obstacle aussi à la réconciliation entre la France et l'Allemagne après la guerre de 1914-18. Deux préoccupations qui ont effectivement joué un rôle important dans l'esprit du pape Pie XI, comme Philippe Prévost l'a montré dans un ouvrage sur *La condamnation de l'Action française à travers les archives des Affaires étrangères*.

“Hérésie”

Pour justifier les décisions vaticanes, certains théologiens reprochèrent dès lors à Charles Maurras d'adhérer à la philosophie positiviste dont le maître était Auguste Comte. Maurras était convaincu d'hérésie !

De fait, Maurras, faisant l'inventaire de la pensée politique au XIX^e siècle, avait été séduit par les travaux d'Auguste Comte, dont la réflexion se situait en dehors du catholicisme et qui recherchait une explication du monde et de son évolution. Maurras dans sa jeunesse avait perdu la foi et se préoccupait de la vie et de la mort des cités, ainsi qu'Anatole France l'avait reconnu dans le poème qu'il lui avait envoyé en guise de préface de son ouvrage *Le chemin de Paradis*. Sa

pensée ne pouvait que rejoindre celle de Comte. Il mettait comme lui, à la base de sa réflexion, « **l'immense question de l'ordre** ». Il faisait siennes les fortes maximes de Comte : « **La soumission est la base du perfectionnement** », « **L'esprit doit toujours être le ministre du cœur et jamais son esclave** », « **Les vivants seront toujours et de plus en plus gouvernés par les morts** », etc.

La politique obéit à des lois

Maurras trouvait surtout chez Comte l'idée que les phénomènes sociaux et politiques ne relèvent pas du hasard ni même des seules volontés humaines, mais qu'ils obéissent à des lois que l'homme d'action a tout intérêt à connaître pour pouvoir agir utilement sur les événements. On peut découvrir ces lois par l'observation des faits et l'étude de l'histoire. Maurras tire du positivisme des « **des doctrines de constatation** » et non des « **doctrines d'explication** ». Il écrit ceci dans *Le dilemme de Marc Sangnier* : « **Les dissidences de l'esprit peuvent porter sur les doctrines d'explication. Les doctrines de constatation recensent les faits et dégagent les lois, refont une véritable unité mentale et morale entre tous les esprits sensés. Le positivisme est une doctrine de constatation.** » Des croyants dans une vérité révélée et des non-croyants peuvent se trouver d'accord sur les doctrines de constatation, même s'ils divergent sur l'explication à donner aux phénomènes sociaux et politiques. Par exemple, croyants et positivistes reconnaîtront ensemble que « **l'individu n'est pas une unité sociale** ».

“Chrétienne avant tout”

Maurras écrit encore : « **La pensée politique d'un monarchiste peut être “chrétienne avant tout”**. Cela veut dire qu'avant toute autre justification de la monarchie il fera valoir la volonté et les desseins de Dieu ou parlera du droit divin. En quoi ce monarchiste persuadé du droit divin peut-il être gêné d'entendre dire à tel autre royaliste qui ne croit pas en Dieu que le droit des rois vient de la nature et de l'histoire ? Il lui suffira de gémir de l'irrégion de son frère. En quoi ce dernier monarchiste, ce monarchiste libertain, peut-il être offusqué de voir un ami politique qui croit en Dieu rattacher à Dieu l'institution qu'il trouve naturelle ? L'un dit : **Voici la loi de nature**. L'autre : **Voici la loi de Celui qui a fait la nature**. Divisés sur l'origine des choses, ils conservent le texte de la loi qu'elles ont reçues. Pour des raisons diverses, nullement inconciliables, ils adhèrent aux mêmes vérités historiques et politiques qu'ils ont observées ou découvertes en commun. »

par
Pierre PUJO

[...] Maurice Pujo, de son côté, dans son ouvrage *Comment Rome est trompée* approfondit la notion de lois politiques : « **“Lois statiques”, “doctrines de constatation” établies sur ce qui a été et ce qui est, et non sur ce qui sera, lois relatives comme les sciences que nous fondons sur elles : elles n'escomptent le futur que dans la mesure où le permettra**



Charles Maurras

la grande Loi dynamique et absolue qui est hors de notre portée et que les croyants appellent la Volonté de Dieu. Toutes les conditions réunies, toutes les lois observées, il arrivera souvent que l'effort de l'homme soit brisé, que de beaux monuments soient ruinés, que des civilisations, des sociétés, des États naiguère constitués et administrés soient anéantis. Toute œuvre humaine est précaire, aux mains de la Providence ou du Destin [...] Mais les lois n'auront pas tort pour cela : l'intervention de causes nouvelles, inconnues et plus fortes, annihilant leur effet n'aura pas détruit la vérité, la nécessité du rapport qui les constitue ». Maurice Pujo considère que « **cette distinction de la Loi et des lois est ce qu'il y a de plus essentiel, de plus fondamental dans la pensée de Maurras.** »

Maurice Pujo précise encore que « **le positivisme de Maurras ne se fixe pas seulement ses limites en étendue mais aussi en profondeur. L'empirisme peut établir des “doctrines de consta-**

tation” et de prévision. Il peut constater ou prévoir que si un homme néglige les préceptes de l'hygiène, il tombera malade et que si un peuple se livre à la démocratie, il déperira. Mais il ne peut empêcher cet homme de préférer sa paresse à la santé ni ce peuple ses passions à son salut. La connaissance des lois naturelles trouve assurément une certaine sagesse qui, dans la mesure possible, écartera le malheur de celui qui la possède et le rapprochera du bonheur ; mais aucune nécessité morale si ce n'est l'espoir et la crainte auxquels il peut n'être pas sensible ne l'inclinera à la pratiquer. »

On voit ainsi quelles sont les limites du positivisme de Maurras. Il ne prétend pas y trouver une explication de la marche de l'univers. Il ne demande pas au positivisme la définition d'une morale qui découlerait de l'explication du monde. Maurras puise chez Auguste Comte l'idée qu'il existe des vérités d'expérience qui peuvent guider l'homme politique pour orienter son action.

Empirisme

En revanche, Maurras récuse les élucubrations métaphysiques d'Auguste Comte. La religion de l'humanité et le culte du Grand Fétiche sont traités par lui de « **rêveries fort belles** ». Il refuse la division des intérêts entre altruistes et égoïstes tout comme la loi des trois états où Comte a exprimé sa conception générale de l'homme. Ajoutons qu'Auguste Comte, bien que né dans une famille royaliste, n'envisionnait pas d'autre système politique que républicain...

Récusant les théories de Comte et ne retenant de son œuvre que la méthode empirique, Maurras souligne que le catholicisme accomplit ce qu'il a de plus solide dans sa démarche. Son enseignement confirme les conclusions de la politique expérimentale. Il en résulte sous la plume de Maurras le plus bel éloge de l'Église qui ait été formulé par un agnostique. Apologiste du dehors, Maurras loue l'Église d'avoir assimilé la sagesse gréco-

romaine : « **L'Église est partout un ordre** » écrit Maurras. Dans chaque homme elle discipline les sensibilités, elle hiérarchise les pensées. Elle jette les bases d'un ordre social et politique véritable, bien qu'elle se garde d'en fixer les modalités qui relèvent de la science et de l'art politiques.

Correspondance

C'est cela qui avait conduit Maurras, comme plusieurs de ses compagnons, à se mettre à l'école d'Auguste Comte, tels Henri Vaugois, fondateur de l'Action française, Lucien Moreau, Jacques Bainville, qui sont morts dans la foi catholique de leurs ancêtres.

Avec Maurras, Léon de Montesquiou, autre fondateur de l'A.F., s'appliqua à montrer la correspondance entre la méthode positive d'Auguste Comte et celle de Maurras. Léon de Montesquiou publiera en 1906 un ouvrage sur *Le système politique d'Auguste Comte* sur lequel il avait professé des cours à l'Institut d'A.F. Paul Ritti, exécuteur testamentaire de Comte, en rendit compte dans les colonnes de *L'Action Française* en janvier 1907 dans les termes les plus élogieux. L'Action française a recueilli le meilleur de l'héritage intellectuel d'Auguste Comte en le replaçant dans le mystère catholique. Là où Comte parlait de la religion de l'Humanité, Maurras a célébré la religion de la patrie, non pour faire de celle-ci un absolu mais pour souligner la dimension religieuse de nos liens avec la patrie française, le caractère médiateur de celle-ci avec la divinité supérieure, et les devoirs que nous avons envers elle.

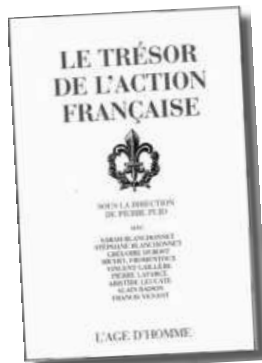
[...] Du grand débat sur le positivisme, l'Action française et la religion catholique, est sortie la justification de l'existence d'une science politique autonome s'appuyant sur l'expérience des siècles. La légitimité de cette science politique, tout comme celle de la géopolitique, a été reconnue en 1965 dans la constitution pontificale *Gaudium et Spes*. La méthode positiviste de Maurras ou, si l'on préfère son empirisme organisateur, est de nature à venir à bout des idéologies qui font de nos jours le malheur des peuples et à rétablir le sens du réel dans notre monde déboussolé.

À LIRE ET À OFFRIR

LE TRÉSOR DE L'ACTION FRANÇAISE

Sous la direction de Pierre Pujo

Avec Sarah BLANCHONNET, Stéphane BLANCHONNET, Grégoire DUBOST, Michel FROMENTOUX, Vincent GAILLÈRE, Pierre LAFARGE, Aristide LEUCATE, Alain RAISON, Francis VENANT



Depuis sa fondation en 1899, l'école d'Action française a produit un nombre considérable d'ouvrages de critique historique, politique, littéraire, qui, ensemble, constituent un trésor. Trente et un de ces ouvrages ont été sélectionnés pour faire l'objet d'articles publiés dans L'Action Française 2000 en 2004 et 2005. Ont été privilégiés ceux qui permettent d'approfondir la pensée

politique de l'Action française en soulignant leur actualité. À travers les études rassemblées dans ce recueil, le lecteur se familiarisera avec Jacques Bainville, Augustin Cochin, Léon Daudet, Pierre Gaxotte, Pierre Lasserre, Charles Maurras, Léon de Montesquiou, Maurice Pujo, le marquis de Roux, Henri Vaugois, découvrant ainsi l'originalité de la pensée d'AF.

Éd. de l'Âge d'homme, 138 p., 20 €. Disponible à nos bureaux : 22,11 € franco (chèque à l'ordre de la PRIEP).



LES FILMS DE FÉVRIER

● **LA MÔME** – S'il est une chanteuse, une étoile, qui n'a jamais été sans lumière et dont la voix a fait vibrer et pris (ou prendra) aux tripes les spectateurs toutes générations confondues, c'est bien "la même Piaf". En 1973, Guy Casaril évoquait dans Piaf, un film de 90 minutes interprété notamment par Brigitte Ariel, Pascal Christophe, Guy Tréjean et Pierre Vernier, la vie d'Édith Piaf. En 1983, Claude Lelouch signait un Édith et Marcel, avec dans les principaux rôles Évelyne Bouix, Marcel Cerdan Jr, un tantinet raté, évoquant la grande passion qui a lié la chanteuse et le boxeur Cerdan.

Aujourd'hui, c'est le réalisateur Olivier Dahan qui signe une somptueuse biographie de la "même Piaf" interprétée par Marion Cotillard, étonnante de ressemblance (grâce au maquillage) avec Édith Piaf, et comme on dit, "habitée par le rôle".

Une bio qui évoque l'enfance à la Cosette, sur le pavé du Belleville de 1918, de la petite Édith abandonnée par sa mère et son père contorsionniste, Jean-Paul Rouve, élevée dans une maison close de Bernay dans l'Eure, sa reconnaissance éternelle à Sainte Thérèse de Lisieux qui lui "redonnera" la vue, sa jeunesse sous la coupe d'un maquereau de Pigalle... Puis ce sont ses débuts de chanteuse des rues ne crachant pas sur la bouteille comme son amie Momme, Sylvie Testut, sa découverte par Leplée, Gérard Depardieu, directeur de cabaret qui la sortira du ruisseau et lui offrira sa première chance professionnelle, sa formation, son apprentissage auprès de ceux qui croiront en elle, puis le succès auprès du public. Un public, qui telle la foule, va l'emporter de Paris à New York où elle rencontrera l'homme de sa vie, Marcel Cerdan, Jean-Pierre Martins. De l'enfance à la fin de sa vie, à 48 ans, dans une déchéance physique extrême (malade, toxicomane...), la vie de Piaf aura été un roman. Une vie en rose et noir superbement interprétée et magnifiquement mise en images par Olivier Dahan. Alors comme le "Milord" de la chanson, laissez-vous emporter. Vous ne regretterez rien de rien...

● **Parmi les autres films** : – La Nuit au musée, sorte de Jumanji version comédie fantastique, de Shawn Levy avec Ben Stiller en gardien d'un musée dont les personnages de cire prennent vie la nuit venue et lui en font voir de toutes les couleurs.

– La Ferme en folie, dessin animé de Steve Cedekerk réservé aux tout petits, tout comme Le Petit Monde de Charlotte, sorte de Babe le cochon qui nous conte l'histoire d'un cochonnet sauvé de la charcuterie par une araignée, adaptée d'un classique de la littérature enfantine par Gary Winch, et L'île aux trésors, version "comique" très librement adaptée du roman de Robert Louis Stevenson par Alain Berberian avec notamment Gérard Jugnot, Alice Taglioni et Jean-Paul Rouve.

Alain WAELKENS

THÉÂTRE

La fourmi et la cigale

« **E**ncore La Fontaine ! », direz-vous, « toujours La Fontaine ! »

Pastichant le très célèbre mot de Sacha Guitry sur Molière, je rétorquerai : « **Quoi de nouveau ? La Fontaine.** »

Il semble d'ailleurs que nombreux sont, en l'an de grâce 2007, ses thuriféraires, si j'en juge par les extraits de presse placardés dans le hall du Petit-Hébertot où François et Jacques Mangelot nous présentent une mouture toute personnelle de la célèbre fable, *number one*, du bonhomme. François a écrit le texte rimé et Jacques l'a mis en scène et en a écrit les couplets chantés.



Diable, ces attachés de presse, ces critiques, mes confrères, ils ont déjà tout dit, tout louangé, tout apprécié et m'ont enlevé du bec – tel le fromage de sieur Corbeau – les plus doux adjectifs, les plus sonores alliterations, les éloges les plus hyperboliques ! On a souligné cette heureuse "déclinaison du thème" de *La Cigale et la Fourmi*, à front renversé, certes, et proposée à la sauce Racine, au gratin Molière, au brouet Ronsard. Que me reste-t-il, pauvre de moi ? L'aïoli de Pagnol, sans doute, si réveillant pour les papilles.

C'est bien, en effet, à un numéro de "transformisme verbal" (je rends à César ce qui est à ...) que nous assistons, un hommage plein de fa-

céties à la langue française et au théâtre. Les interprètes, en solo ou en duo, jonglent avec les mots, les rimes (ont-ils, à propos, un dictionnaire pour cette denrée ?) rivalisant d'astuce et d'esprit, chantant aussi de charmants couplets sur des airs connus.

J'ai fondu de plaisir à ouïr la complainte de la Cigale sur la délicate musique de Van Parys *La Complainte de la Butte*. En revanche, je n'ai pu apprécier à son poids d'humour la séquence *Les grains de l'amour*, parodie, m'assure-t-on, d'un célèbre feuilleton télévisé dont j'ignore tout. Quelle lacune ! Autant dire que je suis passée à côté de l'effet escompté. Je me suis bientôt consolée avec *Les fourmis flingueuses*, morceau de parler argotique, façon Audiard, tout à fait croustillant.

Ces fables, nouvelle manière, s'enchaînent allègrement, sans aucun temps mort, en un exercice théâtral très bien mené. Le spectacle est d'une heure vingt ; on aimerait qu'il dure encore et encore, tant les zygomatics sont sollicités. Le Petit-Hébertot ne désemplit pas. Courez-y bien vite vous refaire le moral.

Les frères Mougenot n'ont pas oublié non plus un hommage à l'un de nos modernes baladins, Brasseur, et c'est sur la *Chanson pour l'Auvergnat* qu'ils saluent Dame Fourmi :

« *Toi, la Fourmi, quand tu mourras*

Quant le corbeau t'emportera
Qu'il te conduise, pour ta peine,
Au bon La Fontaine. »

Monique BEAUMONT

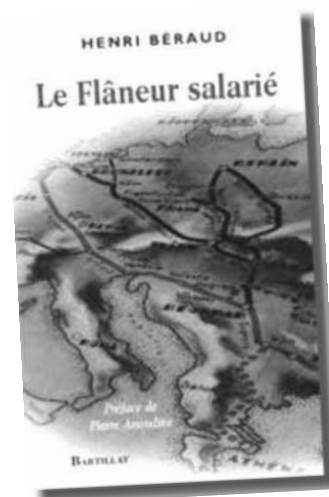
* *La Fourmi et la Cigale de François Mougenot, mise en scène et couplets de Jacques Mougenot. Petit-Hébertot, 78 bd des Batignolles, Paris XVII^e. Tél. : 01 43 87 23 23.*

JOURNÉE DE LECTURE

Leçon de journalisme

Quasi-ment tombé par Pierre LAFARGE sons et les bagues. À Lucerne, il ren-

dans l'oubli, le romancier et polémiste Henri Béraud (1885-1958) a été remis à l'honneur grâce à l'action de quelques lecteurs passionnés, au premier rang desquels Francis Bergeron. Saluons donc la réédition toute récente du *Flâneur salarié*, ensemble de reportages réalisés dans les années 1920 par Béraud pour le *Petit Parisien*.



Ce fils de boulangers lyonnais obtint le Prix Goncourt en 1922 pour deux romans, *Le Vitrail de Lune* et *Le Martyr de l'obèse*. Parallèlement à sa carrière littéraire, il parcourait l'Europe pour la presse française. Dans le *Flâneur salarié*, on retrouve cet ami d'Albert Londres, aux obsèques du pape Benoît XV et d'Anatole France, avec Joseph Kessel aux côtés des Sinn Feiners à Dublin, ou encore à la rencontre des fascistes italiens au lendemain de la Marche sur Rome. En France, on le voit enquêter sur les pri-

contre en 1921 l'infortuné empereur Charles d'Autriche dépossédé de son trône, qui devait s'éteindre en odeur de sainteté l'année suivante à Madère.

Un témoignage pour l'avenir

À chaque fois, Béraud sait à merveille faire partager ses impressions, rendre palpable une atmosphère. Comme l'écrit Pierre Assouline dans sa préface, « **un reporter est alors un regard, assorti d'une paire d'oreilles indiscretes et doté d'un palais résistant à toutes les insultes que les cuisines exotiques peuvent adresser à un Lyonnais né dans la boulange** ». Ce livre, paru initialement en 1927 est une leçon de journalisme tout aussi indispensable que le *Bréviaire du journalisme* de Léon Daudet, qui partageait avec Henri Béraud le goût de la polémique autant que celui de la bonne chère.

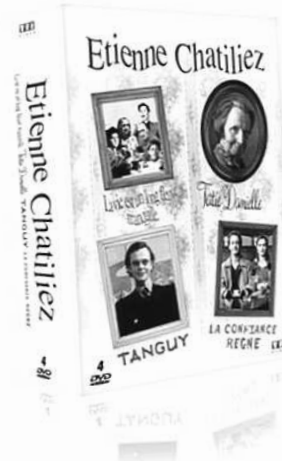
À la lecture de ce livre, Pierre Mac Orlan, notait qu'il « **est aisé de concevoir la place que prendront de tels livres de témoignages dans l'imagination de ceux qui nous suivront** ». Fixer l'instant pour la postérité, n'est-ce pas l'une des tâches essentielles, mais également une qualité trop rare, des journalistes ?

* *Henri Béraud, Le flâneur salarié, Éd. Bartillat, 256 p., 20 euros. Préface de Pierre Assouline. Postface de Pierre Mac Orlan.*



SPÉCIAL ÉTIENNE CHATILLEZ

Le cinéma populaire et ses réalisateurs sont généralement méprisés par les critiques élitistes et les beaux esprits en général, surtout quand ils ont du succès. Tel est le cas d'Étienne Chatiliez dont la quasi-totalité des films a rempli les salles de cinéma. Certaines de ses productions viennent de sortir en un seul coffret.



Issu du monde de la publicité, Chatiliez a débuté dans le cinéma avec *La vie est un long fleuve tranquille* qui l'a fait connaître du grand public et lui a valu les premières récriminations des intellectuels du boulevard Saint Germain. Cette histoire d'échange d'enfants à la naissance entre deux familles, une bourgeoise et l'autre pour le moins prolétaire, est réjouissante. Le comportement est-il conditionné par les gènes ou l'éducation ? Tel pourrait être le thème "philosophique" de ce scénario aux interprètes tous épais, de Daniel Gélén à Catherine Jacob, qui fut révélée ici par sa composition d'une bonne à tout faire nunuche. N'oublions pas le jeune Momo, le "fils prodigue" qui n'était autre que Benoît Magimel, adolescent, à ses débuts devant les caméras. C'est dans ce film que figure la réplique devenue culte « **lundi, c'est ravioli** ».

Avec son second film *Tatie Danielle*, Chatiliez a de nouveau fait un carton. Le rôle titre était tenu par Tsilla Chelton qu'on a plus souvent l'habitude de voir sur les planches des théâtres. Cette composition d'une vieille dame acariâtre, faisant tourner ses neveux en bourrique, est digne des personnages des *Caractères* de La Bruyère. Lequel d'entre nous, en voyant ce film, n'a pas fait le rapprochement entre Tatïe Danielle et une personne âgée de sa connaissance ?

Si le bucolique *Le bonheur est dans le pré* ne figure pas dans ce coffret, nous y trouvons *Tanguy*, histoire tirée d'un fait réel et racontant les démêlés d'un étudiant gagnant déjà confortablement sa vie et obligeant ses géniteurs à continuer de le loger. Les parents indignes, multipliant les opérations visant à dégoûter leur fils du domicile familial, sont Sabine Azema et André Dusso-

lier. On n'oubliera pas la chambre de jeune homme transformée en nurserie, le lit confortable ayant été remplacé par un berceau et l'ordinateur par des peluches.

Dernier film en date de ce réalisateur, *La confiance règne* réunit Cécile de France et Vincent Lindon, employés de maison pillant allègrement le compte en banque et les biens de leurs patrons successifs. Moins amusant que les autres films de Chatiliez, cette production peut néanmoins séduire par son originalité et dérouter par sa fin surprenante.

Reste à attendre dans les salles obscures puis en DVD les futures histoires de cet artiste inventif et drôle, ces deux concepts réunis se faisant rares dans le monde du cinéma.

Renaud DOURGES

* *Coffret Étienne Chatiliez. 4 DVD, distribution TF1 Vidéo.*

« **E**n politique, n'existe que ce qui paraît exister », affirmait Maurras. D'où l'on conclura, à travers les ouvrages qui leur sont consacrés, fussent-ils aigres, méprisants ou péjoratifs, que les Princes de la Maison de France conservent, en dépit de tous ceux qui cherchent à nous persuader du contraire, un poids politique et continuent à incarner un recours contre les éternelles errances républicaines.

Curieuse famille

Depuis Monsieur, frère de Louis XIV, fondateur de la lignée, les Bourbons-Orléans auront suscité de grands dévouements, de profondes affections, de l'admiration, et des haines nombreuses, féroces, parfois injustes ; en revanche, pas un d'entre eux qui ait laissé ses contemporains, ni la postérité, indifférents. Trois cent cinquante ans, en dépit des aléas de l'histoire, ils surent rester sur le devant de la scène, ce qui, d'ailleurs, leur fut reproché.

Tout cela apparaît dans l'ouvrage, *Cette curieuse famille d'Orléans*, que leur consacra Georges Poisson en 1976 et qui n'a point cessé d'être réédité. Non sans quelques variantes et refontes, tant dans la forme que le fond, ce qui justifie la modification de son titre. La dernière édition est ressortie au lendemain du décès de M^{gr} le comte de Paris, cette fois intitulée *Les Orléans, une famille en quête d'un trône*.

Ce changement n'était pas tout à fait innocent puisqu'il donnait une ligne directrice à un livre qui avait pu paraître une simple galerie de portraits bien troussés, abondant en anecdotes piquantes, parfois scabreuses, mais pour la plupart amusantes. Ne s'agissait-il pas désormais pour l'auteur de souligner l'obstination, vraie ou supposée, de la branche cadette à usurper l'héritage de ses aînés, et la maladresse non moins obstinée de ces tentatives répétées, toutes destinées à connaître de retentissants et cruels échecs, le dernier, et non le moindre, étant l'incapacité d'Henri VI à succéder à Charles De Gaulle ?

Il y aurait beaucoup à dire, au vrai, sur les "menées" souterraines prêtées aux princes. Monsieur, frère du Roi, malgré ses mœurs, auxquelles on l'avait encouragé par raison d'État, fut victime de la réputation de conspirateurs et d'ambitieux faite de longue date aux cadets de la Maison de France, et dont son oncle, feu Gaston d'Orléans, dont il relevait le titre, avait été un pénible exemple.

Lui-même, pourtant, ne donna jamais motif à son frère de se plaindre. Ce fut vrai aussi de ses successeurs, jusqu'au malheureux Philippe Égalité. Quant aux choix politiques de la famille, plus ouverte sur la modernité que la branche aînée, ils ne furent pas systématiquement aussi indignes qu'il était de bon ton de le dire et révélèrent même souvent une clarté d'esprit, parfois douloureuse, qui s'élevait au-dessus des passions du moment, en cela fidèle à la devise capétienne : « **Nous qui savons toujours raison garder.** »

Princes et princesses d'Orléans

par
Anne BERNET

C'est peut-être cette lucidité, ce refus de s'engager dans les querelles de partis, cette volonté d'être au-dessus de la mêlée, conforme à leur rôle, qui fit à nos princes tant de tort, jusque parmi leurs fidèles, car, quel que que soit leur bord, nos compatriotes n'aiment pas que l'on n'incline pas de leur côté. Catherine de Médicis le savait déjà, elle qui laissa à ses successeurs cet avertissement d'une actualité jamais mise en défaut : « **Aimez les Français, faites-leur du bien, mais que leurs partialités ne soient jamais les vôtres.** »

Un règne réparateur

Suivant ce conseil politique avisé, Louis-Philippe fit du bien aux Français, et il les aima, au point d'abandonner le pouvoir sans combattre pour n'avoir pas à verser leur sang. On sait son mot désabusé en apprenant que le gouvernement suivant n'avait pas eu les mêmes scrupules : « **Monsieur Thiers a bien de la chance, cela ne le gêne pas de tirer sur son peuple...** » À dix-huit ans, celui



qui n'était encore que le duc de Chartres avait vu les premiers ravages de la Révolution, et, s'il sut déceler dans les nouveaux principes des idées qui lui semblaient compatibles avec le bonheur de la France, il en garda une horreur inguérissable de la violence politique.

Son "usurpation" de 1830, dont il disait : « **Je n'ai pas pris la couronne, je l'ai ramassée** », procéda de cette volonté d'épargner à la France ce qui l'eût attendue si une république avait succédé à Charles X. Au demeurant, la famille d'Orléans ne fut pas ravie d'une élévation qui engendrait pour elle soucis, inquiétudes et dangers. Reste que ce règne dont on a tant médité fut, dix-huit ans, réparateur. Aujourd'hui, l'on peut l'admettre. Et même se demander, non sans regret, ce qu'il en eût été si le Prince royal n'était pas mort en 1842... L'uchronie est vaine, mais pouvoir regarder comme une chance majeure perdue pour la France, l'Europe et le monde, la pérennité de la Monarchie de Juillet, représente une nette évolution de la pensée historique sur le sujet.

Telle est la question qui sous-tend l'étude magistrale d'Arnaud Teyssier, *Les enfants de Louis-Phi-*

lippe et la France. L'auteur sent une énigme : pourquoi cette vaste famille dont tous les rejetons, garçons et filles, possédaient, outre la beauté, la bravoure et l'intelligence, des dons artistiques remarquables et des personnalités hors du commun, échoua-t-elle à conserver le pouvoir, ou à le reprendre ? Faut-il, comme lui, voir dans cette incapacité le fruit involontaire de l'éducation, pourtant brillante, que leur père leur avait fait dispenser ? Un abandon à la fatalité de l'histoire, comme si le fait révolutionnaire et la victoire du modèle républicain étaient inévitables et toute lutte d'emblée vouée à l'échec, parce que dépassée ? Je pencherai plutôt pour une autre explication, en rien contradictoire : garder ou reprendre le pouvoir par la force impliquait de renouer avec cette violence qui horrifiait Louis-Philippe, un sentiment qu'il avait transmis aux siens ; et, moins usurpateurs qu'on l'a prétendu, les princes, à commencer par le duc de Nemours, s'effacèrent devant le comte de Chambord. À la mort de celui-ci, les fils de Louis-Philippe étaient vieux...

Reine des Belges

Eurent-ils tort ? Leurs sœurs, Clémentine et Louise, le croyaient. Curieusement, peut-être parce que le poids de la couronne et des problèmes de l'époque ne risquait pas de leur tomber dessus, les deux jeunes femmes manifestèrent, face aux crises, une attitude plus révolutionnaire et plus combative. S'il leur était revenu de dicter une ligne politique, elles eussent bousculé sans vergogne le juste milieu, pris des positions radicales, de gauche même, coupant l'herbe sous le pied des révolutionnaires, qu'elles n'eussent pas hésité à réprimer par les armes si nécessaire. Leur père et leurs frères en furent un peu effrayés... Choix étonnant de la part de la princesse Louise, future reine des Belges, que tous ceux qui la connurent appelèrent « **un ange de douceur et de pureté** »... Madeleine Lassère vient de lui consacrer une intéressante biographie.

En juin 1830, les trois princesses d'Orléans, ravissantes, comptaient parmi les plus beaux partis princiers d'Europe. En août, l'accession au trône de leur père avait fait d'elles des parias quasi-immuables. Pourtant, en 1832, Louise, l'aînée, en épousant le roi des Belges récemment installé, Léopold 1^{er}, ceignait une couronne. Affaire d'État, de politique, de diplomatie, dans laquelle le bonheur de la jeune fille, au grand dam de ses parents, mariés par amour, et qui désiraient que leurs enfants en fissent autant, avait peu compté. Veuf de la princesse de Galles, Léopold de Saxe-Cobourg était quadragénaire, protestant, froid, sinistre, et très porté sur la baga-

telle, bien qu'il ne se fût jamais consolé de la mort de son épouse anglaise. Il ne se remariait qu'afin d'assurer sa dynastie. Louise, après avoir beaucoup pleuré de cette union, eut la naïveté de croire qu'avec le temps, elle finirait par se faire aimer de cet homme encore beau, remarquablement intelligent, dont elle eut le malheur de s'éprendre. Illusions...

Les quatre enfants qu'elle donna au roi ne lui valurent qu'une estime distante. Ses dons intellectuels ne furent guère pris en considération, sinon en de rares circonstances. Enfin, rongée par la tuberculose qui l'emporterait à trente-huit ans, vieillie avant l'âge, la reine éprouva les affres d'une femme trompée, publiquement bafouée. Madeleine Lassère raconte simplement, avec cœur, les épreuves de cette courte vie, et met en évidence le grand rôle diplomatique tenue par Louise dans l'intérêt de la France et de la Belgique.

Le Roi et le Général

Après 1848, ce fut dans la coulisse que les princes d'Orléans continuèrent à œuvrer pour leur patrie sur la scène internationale, avec une extrême discrétion, et de grands résultats. Ce qui ne les empêchait pas de revendiquer leur place à la tête du pays. M^{gr} le comte de Paris fut en cela fidèle à la tradition familiale. Fût-il moins habile que ses prédécesseurs, ou au contraire plus près de réussir ? Et, dans ce cas, son échec l'entraîna-t-il à des choix volontairement désastreux et à la poursuite d'une politique du pire à l'opposé de toute la pensée politique royale française ? Pour choquante qu'elle soit, la question est régulièrement soulevée.

François Broche a ainsi donné un essai, *L'ultime prétendant*, dont le titre résume le contenu. Biographe de Léon Daudet, assez bon connaisseur de l'AF, sans l'aimer pour autant, Broche lit la vie du Prince d'abord comme une lutte destinée à s'affranchir de l'influence de Maurras, ce qu'il ne saurait lui reprocher, puis comme une quête maladroite d'une autre ligne politique, le conduisant à des incursions aventurées vers le fascisme ou la lutte du prolétariat, avant de se terminer par la rencontre, fatalement manquée, avec le Général...

S'il faut le dire, Broche est gaulliste, et son propos est ici de confronter le comte de Paris, qu'il tend à peindre comme un nain, au grand homme. C'est perdre de vue que le roi de France n'a pas à se positionner par rapport à Charles De Gaulle, et que le rôle providentiel autoproclamé de l'un ne change rien à la légitimité de l'autre. Le général n'était pas dépositaire de la couronne de France, et se gargariser des jugements péremptaires et méprisants qu'il émit sur le Prince revient à oublier que

ce mépris abyssal s'étendait à l'ensemble du peuple français, voire à l'humanité entière. Dans ces conditions, l'on se gardera de conclure, comme le fait l'auteur, que le rejet du prétendant par le président de la République aurait équivalu à un exil définitif dans les ténèbres extérieures de toute la Famille de France.

Rumeur

Suivant cette logique, cette ordaie gaullienne aurait ensuite poussé le Prince à un désespoir spectaculaire dont le principal symptôme, s'ajoutant aux déboires familiaux transformés en scandales, aurait été la liquidation du patrimoine de sa Maison dans le but pervers du priver ses héritiers et successeurs de l'indispensable nerf de la guerre, ce pour les empêcher de réussir là où il aurait échoué... De cette rumeur présentée comme une certitude procède, parmi d'autres, l'enquête de Laurent Chabrun et de Franck Hériot, *La fortune engloutie des Orléans*.

Si la première partie, consacrée, non sans fiel parfois, à la création, dès la fin du XVIII^e siècle, de ce patrimoine colossal, magistralement rétabli après la Révolution par Louis-Philippe, que hantait, après ses déboires d'émigré, une peur effroyable de manquer, lui faisant dire : « **Mes enfants n'auront pas de pain !** », n'est pas dépourvue d'intérêt, on prendra avec prudence tout ce qui concerne les récentes affaires.

Vincent Meylan, quoiqu'il fasse montre de moins de prétentions, est sans doute plus près de la vérité avec son excellente *Contre-enquête sur le comte et la comtesse de Paris*. Parce qu'il les a connus, et aimés. Or, l'amour, loin d'être aveugle, sait être à l'occasion très clairvoyant. S'il ne se trompe pas, les faits et gestes du Prince prennent une portée différente et trahissent, non la rancune haineuse qu'on lui a prêtée, mais une souffrance immense, impossible à partager, que nul n'a su comprendre... (Voir en p. 16 l'article de Michel Fromentoux)

* **Georges Poisson** : *Les Orléans. Perrin, 400 p., 22,71 euros (149 F).*
* **Arnaud Teyssier** : *Les enfants de Louis-Philippe et la France. Pygmalion, 315 p., 21,50 euros (141 F).*
* **Voir l'article de Michel Fromentoux dans L'A.F. 2000 du 16 mars 2006.**
* **Madeleine Lassère** : *Louise reine des Belges. Perrin, 340 p., 22 euros (144,31 F).*

* **François Broche** : *Le comte de Paris, l'ultime prétendant. Perrin, 270 p., 19,66 euros (129 F).*
* **Laurent Chabrun et Franck Heriot** : *La fortune engloutie des Orléans. Plon, 190 p., 19,50 euros (127,91 F).*
* **Vincent Meylan** : *Contre-enquête sur le comte et la comtesse de Paris. Pygmalion, 460 p., 21,50 euros (141 F).*

LIRE AUSSI :

* **Dominique Paoli** : *Fortunes et infortunes des princes d'Orléans (1848-1918). Éd. Artna, 400 p., 29 euros. Voir l'article de Michel Fromentoux dans L'A.F. 2000 du 4 mai 2006.*

Le dit des écuelles

Mon ami **Polydore** par **Jean-Baptiste MORVAN** méditations pieuses ; plus les deux tomes

mais à court de curiosités diverses, surtout fournies par le langage français des siècles révolus, me vantait l'expression moyen-âgeuse : "un dit". Souvent il servait de titre à quelque fabliau moralisateur ou mystificateur. Ainsi Polydore me citait "le dit du Bien-chaussé et du Mal-chaussé". Je crains que ce titre ne soit issu de son invention personnelle, et, pour ne point être en reste, j'imaginai des apologues destinés à orchestrer mes propres fantaisies, turlutaines ou thèmes singuliers, tant plaisants que philosophiques ou poétiques.

En veine de rêveries baudelairiennes, j'essayai "le Dit de Senteurs" ou "le Dit des Fragrances" : l'impression était médiocre ; mais, tout à coup, me ressouvenant de parfums du temps jadis, je trouvai "le Dit des Écuelles". Sa bizarrerie demande quelque éclaircissement, excuse ou justification.

Présence mémoriale

On me racontait en mon enfance que la vieille maison familiale de Saint-Moré, aux confins de la Bourgogne et du Nivernais, avait, entre autres trésors familiaux, renfermé une collection d'écuelles dont chacune était traditionnellement préposée à la confection d'un plat délectable ; elle gardait en sa terre cuite poreuse le parfum subtil de ce régal. Je ne retrouverai pas ces écuelles, non plus que le four appartenant à la cuisine et que des propriétaires ultérieurs ont abattu dans la période ultime de ce vingtième siècle récemment expiré.

Même si les écuelles n'ont plus qu'une présence mémoriale, je les utiliserais volontiers comme symbole. Le mot lui-même a un parfum familial ; autour de lui s'unissent, en une sorte de danse mélancolique d'autres souvenirs épars. Certains objets, témoins des décennies successives, subsistent encore : d'un abbé, notre arrière-grand-oncle aux alentours de 1870-1880, je conserve un chapelet de bois noir et luisant, qui semble avoir été façonné au couteau, et un épais petit livre de

du recueil de Louis Veuillot, Ça et là. J'ai vu aussi, très fortuitement, un portrait du trisaïeul Edme Léger, garde des forêts des Messieurs de Bertier, du château de Presles en Cussy-les-Forges : un visage sévère, encadré de favoris – et avec deux petites boucles aux oreilles, coutume adoptée en ce temps-là pour les anciens marins et soldats.

Cet ancêtre avait, selon les uns, vécu sa jeunesse à Paris d'où il aurait rapporté des livres des XVII^e et XVIII^e siècles, ensuite déchirés ou crayonnés par les enfants des générations suivantes. De ce séjour à Paris, d'aucuns dans la famille contes- taient la réalité : « **Pure légende !** » disait mon grand-oncle : « **Le grand-père Léger n'a jamais quitté Cussy-les-Forges !** » J'ai toujours pensé que la Providence ménageait des mystères pour nourrir nos curiosités et nos rêves... Par contre, c'est un document bien réel que j'ai tenu en main, cette attestation de bons et loyaux services d'un très lointain cousin, soldat à l'armée du duc d'Angoulême durant cette campagne d'Espagne illustrée par la paix du fort du Trocadéro, une expédition voulue par Chateaubriand alors ministre...

Parfum d'innocence

Je sens bien que la magie des écuelles d'autrefois conserve un pouvoir riche de parfums divers. Et les aspects singuliers de la cuisine du temps jadis ont encore, au moins à titre provisoire, leur fumet suggestif. Parfois j'éprouve quelque nostalgie en pensant à la "tourte râpée", nommée aussi "crêpeau" en Morvan : une crêpe de pommes de terre cuite dans l'huile de navette à la puissante odeur. Je ne ressens aucun scrupule à vous l'offrir, toute fumante, comme un petit régal paysan pour clore ces souvenirs des écuelles de jadis. Ces cuisines-là ont un parfum d'innocence, digne de constituer un attrait singulier pour nos "chroniques du Bon Dieu en France".

La société humaine découle de la nature même de l'homme

« Mais il est dans la nature de l'homme d'être un animal social et politique, vivant dans une multitude, à un degré beaucoup plus fort encore que tous les autres animaux, ce que montre la nécessité naturelle.

En effet, la nature a préparé aux autres animaux la nourriture, un vêtement de pelage, des moyens de défense, comme les dents, les cornes, les griffes, ou, du moins, la rapidité dans la fuite. L'homme, au contraire, a été créé

sans que la nature ne lui procure rien de tout cela, mais, à la place, la raison lui a été donnée, qui lui permet de préparer toutes ces choses par le travail de ses mains : à quoi un seul homme ne suffit pas. En effet, un seul homme ne pourrait pas, par lui-même, s'assurer les moyens nécessaires à la vie. Il est donc dans la nature de l'homme qu'il vive en société. »

Saint THOMAS d'AQUIN

L'opuscule inachevé de saint Thomas et complété par Ptolémée de Lucques fut vraisemblablement composé vers 1265 pour Hugues II de Chypre, roi dès le berceau et qui mourut à quatorze ans en 1267. Notre extrait est tiré du premier chapitre qui cherche à définir la royauté. Le Docteur angélique semble réfuter par avance les sophismes du Contrat social (1762). L'état de nature n'a jamais existé que dans l'imagination enfiévrée de Jean-Jacques Rousseau et le contrat n'est qu'un postulat complètement gratuit. Non seulement « l'homme est un animal politique » comme le disait déjà Aristote, mais, comme ajoute Taine dans *La Révolution* (I, 1-2) : « **Appliquez le contrat social, si bon vous semble, mais ne l'appliquez qu'aux hommes pour lesquels on l'a fabriqué. Ce sont des hommes abstraits qui ne sont d'aucun siècle et d'aucun pays, pures entités écloses sous la baguette métaphysique.** »

Si le contrat social n'était qu'une simple vue de l'esprit, les conséquences que son affirmation portait en germe ont accompli des ravages. Toute la sensibilité libertaire du monde démocratique en est issue. « **L'homme est né libre, et partout il est dans les fers** » écrit Rousseau : cette proposition, dont le romantisme est sorti, a embrasé la société, et le poète lui fait écho : « **La lettre sociale écrite avec le fer** », chante Vigny dans *La maison du berger*. En opérant un retournement qui eût étonné la suc-



Saint Thomas d'Aquin

cession des siècles depuis les sages de la Grèce, Rousseau et son fils naturel, le romantisme, transforment la tutelle sociale, naturelle, bénéfique, indispensable, en une oppression insupportable.

Inégalité protectrice

Maurras, dans *La Politique naturelle* (avant-propos de *Mes idées politiques*) expose, au contraire, les bienfaits de l'inégalité protectrice : « **Cette Physique archaïque et hiérarchique n'a rien de farouche. Bien au rebours ! Bénigne et douce, charitable et généreuse, elle n'atteste aucun esprit d'antagonisme.** » L'affranchissement des liens naturels ou historiques, région, famille, corporation, demain nation, livre l'homme aux forces brutales du Nombre manipulé par l'Argent. Les cadres sociaux naturels sont remplacés par la Volonté générale, autre monstre sorti des

cauchemars du déséquilibré genevois, autodidacte génial et fou.

Oui, la lettre sociale est écrite avec le fer lorsque l'homme est juridiquement et politiquement privé de sa famille, de sa province, de son métier, prolétaire jeté à la merci du monstre démocratique qui en fait un rouage de son État sans âme, citoyen-roi d'un jour, celui des urnes, assujéti le reste de l'année.

Saint Thomas d'Aquin nous a montré l'essence de la vie des nations : l'ordre social naturel fondé sur la diversité des tâches, donc sur l'inégalité protectrice, mère des libertés véritables. Quand Charles Maurras, dans le célèbre début de son avant-propos écrit : « **Le petit poussin brise sa coquille et se met à courir. Peu de choses lui manque pour crier : Je suis libre... mais le petit homme ?** »

Les adversaires de l'Action française crient au naturalisme et entonnent un hymne à la liberté et à la morale. Mais que disait saint Thomas ? « **Un vêtement de pelage, des moyens de défense, comme les dents, les cornes, les griffes...** », cela ne vaut-il pas la coquille du poussin maurrassien ? En politique, l'induction maurrassienne rejoint toujours la déduction thomiste, n'en déplaise à la Démocratie religieuse.

Gérard BAUDIN

* *Saint Thomas d'Aquin : Du royaume, pp. 26-27, trad. Martin-Cottier, Editions Egloff, Paris, 1946.*
* *Charles Maurras : Mes idées poli-*

PRIX RENAISSANCE 2007

Le prix Renaissance 2007 sera remis le 7 février à Dominique Venner pour *Le siècle de 1914*, paru l'an dernier chez Pygmalion.

Spécialiste reconnu du XX^e siècle, de ses crises et de ses idéologies, Dominique Venner se livre dans cet essai à une analyse magistrale de l'effondrement de l'Europe au cours du siècle écoulé, qui a vu passer notre continent de la première place dans le monde à un rôle accessoire. La Première Guerre mondiale, en effet, a rompu l'ordre ancestral sur lequel s'était bâtie notre civilisation et a substitué à ses valeurs traditionnelles des idéologies antagonistes, parfois entièrement étrangères à nos propres systèmes de pensée ; elles ont abouti à la destruction de

ce qui les avait précédées, sans toutefois mettre en place un ordre de substitution viable et conforme aux véritables intérêts européens, aboutissant à une remise en cause absolue et dévastatrice de notre identité et de notre passé dont nous n'avons pas fini de payer les conséquences, au risque de notre propre survie.

Si l'on peut ne pas être d'accord avec toutes les analyses de cet ouvrage, ne pas être convaincu qu'Homère suffira à nous sauver de la dissolution dans le magma mondialiste, la clairvoyance et la profondeur de vue de Venner, sa lucidité sans concession, mais jamais dénuée d'une foi tenace dans le devenir de notre civilisation et de nos peuples, font de son livre une réflexion majeure qu'il serait

dommageable de ne pas prendre en considération.

Il peut être utile de compléter cette lecture par celle de son précédent ouvrage, *De Gaulle, la grandeur et le néant, étude dépassionnée mais profonde de l'œuvre et de la personnalité du général, persuadé d'être le seul digne d'incarner la France mais dont toute l'action, remarquable exemple d'hétérothélie, aboutit finalement à l'amoindrir.*

Anne BERNET

* *Dominique Venner : Le siècle de 1914. Pygmalion, 410 p., 22,50 euros (147,59 F).*
* *De Gaulle, la grandeur et le néant. Le Rocher, 300 p., 19,90 euros (130,53F).*



TARIF DES ABONNEMENTS

(paraît les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois)

- | | |
|---|--|
| 1. Premier abonnement France (un an) 76 € | 5. Abonnement de soutien (un an) 150 € |
| 2. Premier abonnement Étranger (un an) 85 € | 6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) 45 € |
| 3. Abonnement ordinaire (un an) 125 € | 7. Outre-mer (un an) 135 € |
| 4. Abonnement de six mois 70 € | 8. Étranger (un an) 150 € |

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Adresse
Ville Tél.
Code postal

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement

Bulletin à retourner à L'Action Française 2000
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A



CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE



La République, qui va de repentance en repentance sur tous les sujets internationaux qui ont fait la grandeur de notre histoire, persiste et signe pour ce qui est de ses heures les plus sombres : pas un seul prétendant à la présidence de la République ne s'est exprimé pour saluer la mémoire du roi qui fut lâchement assassiné ; pas une seule larme ne fut versée pour reconnaître enfin le déshonneur sur lequel le régime s'est construit.



Hommage à Louis XVI



Mais le dimanche 21 janvier, la jeunesse d'Action française, elle, rendait hommage au Roi martyr.

À 10 heures, un "commando" d'étudiants d'AF empêchait un rassemblement de vieux nostalgiques venus honorer les régicides place de la Concorde. Un peu plus tard, à 19 heures, près de 500 personnes se sont réunies place de la Madeleine, à l'appel de l'Action française étudiante, pour une

marche aux flambeaux en l'honneur du roi Louis XVI, dans une ambiance de recueillement.

Michel Fromentoux, directeur de l'Institut d'Action française, et Olivier Perceval nous ont rappelé combien l'assassinat du Roi avait rendu tous les Français orphelins. Le cœur du pays réel résonnait fort, et ce fut un bel hommage rendu à Louis XVI qui, de là où il est, n'aura pas manqué d'être ému

par la présence, chaque année plus nombreuse, de ses sujets toujours fidèles et plus jeunes !

À l'heure où la République ne compte plus comme défenseurs que de vieux utopistes, et où les autres (non moins vieux) appellent de leurs vœux une Europe fédérale, quand ils ne se perdent pas dans le mythe d'une VI^e République, la jeunesse française consciente de son héritage continue, envers et contre tout, à défendre la France et ce qui fit sa grandeur.

Nous entendons bien porter la solution monarchique et la défense de la vérité historique au cœur de l'élection présidentielle... Le Roi est mort, certes, mais il a été assassiné, et nous souhaitons laver cette insulte faite à la France et à tous les Français, en criant une fois de plus : vive le roi !

Thibaud PIERRE

CONFÉRENCES ÉTUDIANTES

Vendredi 9 février

La souveraineté chez Jean Bodin
par Pierre LAFARGE

Vendredi 16 février

Rome antique et France contemporaine : les leçons de Tite-Live et Salluste
par Pascal NAIZOT

À 19 h 15 aux locaux de l'AF,
10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1^{er}

LE MONDE ET LA VILLE

NAISSANCES

● L'ingénieur principal et M^{me} Jacques DOUMIC, Augustin, Élisabeth et Florence, ont la joie d'annoncer la naissance de **Paul**, le 7 novembre 2006, et son baptême le 18 novembre.

Nous prions ses parents et grands-parents, nos amis fidèles, d'agréer nos vives félicitations avec tous nos vœux de prospérité pour Paul.

● Nos amis M. et M^{me} Aldric BOULANGÉ partagent avec Ferdinand, Joseph et Ambroise la joie d'annoncer la naissance et le baptême d'**Esther**.

Toutes nos félicitations aux parents et grands-parents et tous nos vœux pour Esther.

● Nous sommes heureux d'apprendre la naissance de **Johann** fils de M. et M^{me} Julien PAIMBŒUF, premier arrière-petit-fils de nos amis fidèles Suzanne et Jacques RAMBOUR, le 21 novembre 2006 à Herblay (Val d'Oise).

Nous adressons nos félicitations aux parents, grands-parents et arrière-grands parents, avec nos vœux pour Johann.

INFORMATIONS

● **CATHOLIQUES POUR LES LIBERTÉS ÉCONOMIQUES** Conférence-débat, mercredi 7 février 2007 à 18 h 30 sous la présidence de Michel de Poncins. **Laurent Chéron** traitera du *Jansénisme en France au XVIII^e siècle : une contestation pré-révolutionnaire ?* Salle de l'ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, Paris. 7^e.

LE CENTRE ROYALISTE D'ACTION FRANÇAISE D'ÎLE DE FRANCE

vous invite à la

GALETTE DES ROIS

avec la participation du Chœur Montjoie Saint Denis

le vendredi 2 février à 18 h 30

(possibilité de dîner ensuite)

au "Grenadier d'Austerlitz", Buffet-restaurant de la gare d'Austerlitz (entrée par la cour des départs de la gare)

Métro n° 5 et 10 ; RER Gare d'Austerlitz.

Réservation :

01 40 39 92 06 ou secretariat@actionfrancaise.net

Participation aux frais : 12 euros ; étudiants, chômeurs, enfants : 6 euros

PERPIGNAN

Vendredi 9 février

Conférence du colonel (c.r.) Patrick BARRIOT :

"LA SERBIE

FACE À L'UNION EUROPÉENNE"

suivie d'un dîner à 20 heures

Hôtel l'Éolienne, 170 avenue Guynemer. Participation : 26 euros

Inscriptions auprès de M. et M^{me} Édouard Baux :

04 68 66 76 06 (après 20 heures)

INSTITUT D'ACTION FRANÇAISE

Directeur Michel FROMENTOUX

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris

01 40 39 92 14 - iaf@actionfrancaise.net

Mercredi 14 février 2007

VOLTAIRE MÉCONNU

ou les aspects cachés de l'humanisme des Lumières

par Xavier MARTIN

professeur émérite des Universités,
historien des idées politiques

à 20 h 30 précises

Brasserie Le François-Coppée, premier étage

1, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris (métro Duroc)

Participation aux frais : 5 euros. Étudiants et chômeurs : 2 euros

GALETTE DE L'A.F. LYON

C'est dans une ambiance très chaleureuse que s'est déroulée la traditionnelle Galette des rois de la section de Lyon. On y remarquait cette année, outre un nombre de participants globalement supérieur à



Michel Fromentoux :
"De Louis XV à Louis XVI"

ceux des années précédentes, une proportion de jeunes tout à fait exceptionnelle. La présence de ces jeunes, lycéens ou étudiants, venus de Lyon ou de Saint-Etienne, témoigne de la bonne santé de notre mouvement dans la région.

Nos amis, jeunes ou moins jeunes, ont écouté attentivement

Stéphane Blanchonnet leur rappeler, en cette période électorale, la critique maurrassienne du système républicain, ce "gouvernement des choses", et Michel Fromentoux leur raconter, en cette veille du 21 janvier, les grands événements des règnes de Louis XV et de Louis XVI dans leur rapport avec le tragique dénouement révolutionnaire. Jean-Baptiste Rolland, nouveau responsable des étudiants à Lyon, a pour sa part développé les raisons de s'engager aujourd'hui à l'Action française.

En outre, tous ont apprécié la cuisine de Madame Blanchonnet qui avait préparé un buffet digne de sa réputation de cordon bleu. Quant au tirage des rois, il a vu un jeune étudiant de l'ENS de Lyon, acheteur du journal au numéro, remporter la fève et gagner un abonnement gratuit d'un an au journal... Il a aussitôt annoncé son intention de continuer à l'acheter au numéro et de se servir de son abonnement pour diffuser le journal auprès de ses condisciples. Un bel exemple d'esprit militant !

AF Lyon

GÂTEAU DES ROIS DE NÎMES

Une centaine de fidèles ont assisté à la messe traditionnelle à la mémoire du roi martyr, célébrée cette année le samedi 20 janvier en l'église Sainte-Perpétue et Sainte-Félicité.

Au cours de l'office, il a été donné lecture du testament de Louis XVI, écrit par celui-ci au Temple, le 24 décembre 1792.

Après cette célébration, nos amis se sont retrouvés pour un repas en commun organisé par le Cercle Saint-Charles, à l'issue duquel le colonel Patrick Barriot a entretenu les convives

des problèmes de la Serbie face à l'Union européenne.

Puis, dans une ambiance chaleureuse et animée, il a été procédé au partage du gâteau des rois avant que les participants ne se séparent.

● **Les réunions mensuelles du Cercle Saint-Charles se poursuivent normalement le deuxième samedi de chaque mois de 14 à 16 heures, à la brasserie Le Palace (sur l'Esplanade, angle de la rue Régale). Prochaine réunion le samedi 10 février.**

C.R.A.F.

ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, RUE CROIX-DES-PETITS-CHAMPS, 75001 PARIS
TÉL : 01-40-13-14-10 - FAX : 01-40-13-14-11
DANS LA LIGNE DU MOUVEMENT FONDÉ PAR PIERRE JUHEL

DIRECTOIRE

PRÉSIDENT : PIERRE PUJO

VICE-PRÉSIDENT : STÉPHANE BLANCHONNET

CHARGÉS DE MISSION

FORMATION : PIERRE LAFARGE

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES ÉTUDIANTS : THIBAUD PIERRE

ADMINISTRATION : M^{lle} DE BENQUE D'AGUT

COTISATION ANNUELLE :

MEMBRES ACTIFS (32 €),

ÉTUDIANTS, LYCÉENS, CHÔMEURS (16 €),

BIENFAITEURS (150 €)

La famille de France en vérité

Anne Bernet voit juste quand elle écrit à la fin de son article de la page 13 que la *Contre-enquête sur le comte et la comtesse de Paris* que vient de publier Vincent Meylan est l'ouvrage le plus clairvoyant que l'on puisse lire au sujet de la Famille de France. L'auteur a côtoyé les princes pendant plus de quinze ans et sait, dans un style toujours agréable, s'appuyant sur des documents inédits, des correspondances jamais révélées, des conversations sans langue de bois, introduire le lecteur dans l'intimité des Princes.

Ce livre dont on a bien du mal à se détacher dès qu'on l'a commencé, fait revivre quatre générations où tour à tour s'unissent et s'affrontent des tempéraments très marqués, avec leurs qualités et leurs défauts, voire les défauts de leurs qualités. Comme dans toute autre famille, mais avec, en plus, en toile de fond, le sens qui n'a jamais quitté un seul de ses membres d'une mission à laquelle se préparer toujours au service de la France ! Cela donne à toute espérance comme à toute déception, à toute passion comme à toute erreur ou faux pas, une portée incalculable.

L'amour et le respect dus à la famille en laquelle s'incarne la France commandent de se garder tout autant d'aduler aveuglément les Princes que de vouloir les juger. C'est ce que réussit Vincent Meylan en montrant les ombres et les lumières, s'efforçant toujours d'expliquer les comportements plutôt que de les excuser ou de les dénigrer.

Sang capétien

Pour bien camper les personnalités de feu le comte de Paris, *de jure* Henri VI (1908-1999) et de feu la comtesse de Paris (1911-2003), Vincent Meylan remonte jusqu'à la génération de leurs grands-parents. Ainsi assiste-t-on, avec force détails tant protocolaires que financiers, à plusieurs de ces mariages consanguins auxquels les petits-enfants du roi Louis-Philippe ont souvent dû se résoudre quand les cours européennes fermaient la porte à la famille de l'"usurpateur". Le comte de Paris avait donc pour grands-parents quatre petits-enfants de Louis Philippe : du côté paternel Robert, duc de Chartres (1840-1910), deuxième fils de Ferdinand duc d'Orléans, et Françoise, fille de François prince de Joinville ; du côté maternel Philippe VII, comte de Paris (1838-1894), et Isabelle, fille d'Antoine duc de Montpensier. De ces mariages naquirent donc Jean (1874-1940), duc de Guise, et Isabelle (1878-1961), sœur de Philippe VIII (1869-1926), duc d'Orléans..

Le Maroc

Déjà le couple princier, rêvant d'aventure pionnière, passait la plus grande partie de l'année au Maroc, de préférence au château assez peu riant de Nouvion en Thiérache où était né, après trois filles, le 5 juillet 1908 le prince Henri. Celui-ci connut une enfance

inondée de soleil, où le cadre de vie, au milieu de travaux de construction à Maarif, avant Larache, était rudimentaire. Toutefois, écrit Vincent Maylan, son père était rarement là et la grande absente était la France. « **En choisissant d'élever leurs enfants au Maroc, le duc et la duchesse de Guise leur ont permis d'épanouir leur personnalité beaucoup plus librement que dans l'univers corseté du Gotha, mais ils les ont aussi coupés de leurs racines ancestrales** ».



Le jeune prince, qui faisait des niches à ses grandes sœurs et dont l'éducation avait été plutôt chaotique, s'éveilla soudain à une grande soif de savoir, peut-être pour avoir entendu en 1922 Mgr de Cabrières, évêque de Montpellier, lui prédire qu'il aurait à assumer « **de hautes responsabilités dans le pays** ». Puis son nouveau précepteur l'abbé Thomas, lui faisant découvrir les quartiers pauvres de la banlieue parisienne, éveilla en lui le désir de « **rendre la France plus juste** ». D'autres précepteurs, l'abbé de Dartin, proche de l'Action française, puis Charles-Benoist, qui l'initiait à Machiavel, forgeaient alors en lui une insatiable curiosité intellectuelle.

L'épreuve de l'exil

Quand en 1926, à la mort de l'oncle Philippe VIII, son père, duc de Guise, qui ne s'y préparait guère, devint le chef de la Maison de France (*de jure* Jean III), le jeune Henri, dix-huit ans, devint Dauphin de France et ne tarda pas à acquérir la certitude de régner un jour, au point de penser que l'exil imposé par la République n'était que « **l'épreuve symbolique** » à traverser pour y parvenir. Une certitude qui devait plus tard le laisser désarmé devant les échecs ou les trahisons...

Majeur deux ans plus tard, le 5 juillet 1929, il reçut le titre de comte de Paris au cours d'une cérémonie au Manoir d'Anjou, près de Bruxelles. Parmi les invités, une belle jeune fille que tout le monde appelait Bébelles et qui n'avait d'yeux que pour ce beau

par
Michel FROMENTOUX

cousin qu'elle aimait secrètement depuis l'âge de douze ans...

Le Brésil

Isabelle d'Orléans avait grandi à Eu en Normandie, à Boulogne, puis au Brésil, dans une ambiance de bibliothèque rose. Ses grands-parents Gaston (1842-1922), comte d'Eu (fils de Louis duc de Nemours donc petit-fils lui aussi de Louis-Philippe) et son épouse Isabelle de Bragance (1846-1921), princesse impériale du Brésil, entretenaient avec elle des rapports passionnés.

De leur fils son père Pedro d'Orléans-Bragance et de sa mère Élisabeth, princesse Dobrzensky, de vieille famille tchèque, "Bébelles" avait à assumer une culture très diversifiée. Toute sa vie elle garderait son tempérament enjoué et quelque peu désordonné, qui faisait son charme, mais énervait Henri...

Que le mariage d'Henri et Isabelle, le 8 avril 1931, fût un vrai mariage d'amour, c'est évident. Les premières années au manoir d'Anjou, le Dauphin réglait la vie comme papier à musique, mais le jeune couple se retrouvait dans l'intimité avec les enfants à Agimont, près de la frontière française. Pourtant déjà Isabelle comprit qu'elle aurait une rivale : la politique ! Tous les chefs monarchistes défilaient au manoir d'Anjou.

Désillusions

C'est peu après, en 1937, que se situe le pénible épisode de la rupture entre les Princes et l'Action française. Il fallut un certain temps pour que les rôles de chacun fussent bien définis, les Princes menant leur jeu politique comme ils l'entendaient, les hommes d'Action française jouant le rôle de francs-tireurs. Vincent Meylan aurait pu citer le mot du comte de Paris au sujet de l'A.F. peu avant sa mort à Pierre Pujo : « **Je ne veux plus reconnaître que les services rendus** ». Mais alors le Dauphin voulait mener une action indépendante.

1940. Le duc de Guise mourut le 24 août. Pour Henri, devenu Chef de la Maison, après avoir tenté de servir dans l'armée française et qui n'avait pu effectuer qu'un rapide séjour dans la Légion étrangère (où il sympathisa avec deux neveux de Staline...), l'heure semblait venue. Avec son épouse restée à ses yeux trop longtemps au Brésil au lieu de le soutenir, les différences de tempérament s'accusaient.

C'est le moment où il crut pouvoir jouer un rôle en intervenant en 1942 à Alger dans les relations

avec les Anglo-Américains. Mauvais calcul. Vincent Meylan donne toutes les preuves que le Prince n'a pas pu donner l'ordre de tuer Darlan. Pourtant « **sa présence à Alger, son implication dans un coup d'État qui semble n'avoir jamais eu de fondements sérieux, tout cela n'était-il pas simplement destiné à l'impliquer dans une affaire douteuse dont ni les Alliés ni les Français ne souhaitaient recueillir la culpabilité totale ou partielle** ».

Reste une question : le comte de Paris a-t-il raté une occasion de jouer un grand rôle en ne partant pas pour Londres en 1940 ? Beaucoup le lui reprochèrent. Le général De Gaulle, dit-on, l'attendait, alors que lui, les premiers temps, semblait jouer la carte du maréchal Pétain, qui le lui rendit mal, d'ailleurs... À la fin de sa vie, le Prince déclarait à Xavier Walter ne pas croire à cette « **histoire de légitimité historique depuis 1940** » qui « **a fait beaucoup de mal à l'unité nationale** ». C'est très juste.

Des événements de 1940 le comte de Paris ressortit tout autre, méfiant. Pourtant tout alla encore bien avec Isabelle jusqu'au séjour après guerre à la Quinta, au Portugal, qui resta un souvenir merveilleux pour leurs onze enfants. Puis ce fut l'autorisation de rentrer en France en 1950 et l'installation à Louveciennes au Manoir du Cœur Volant. Une fois encore le comte de Paris vit le pouvoir à sa portée. Des hommes politiques lui rendaient visite, on menait grand train quasi royal, Charles De Gaulle qui en 1957 s'était réjoui du mariage du fils aîné, comte de Clermont, avec Marie-Thérèse de Wurtemberg, semblait vouloir le faire élire comme son successeur. Mais le général avait plusieurs cartes en mains.

Du jour au lendemain vers 1965 tous les espoirs s'envolèrent. Si l'on en croit la comtesse de Paris « **ça n'allait pas très fort** » dans le ménage en dépit d'une apparence magnifique de famille exemplaire... En 1961, la mort en Algérie du prince François fut pour les deux une douleur irrémédiable.

Discordes

De ce nouvel échec politique, de l'abandon de tant d'hommes qui l'avaient adulé, jamais le comte de Paris ne se releva. Il se replia sur lui-même, ne pouvant plus supporter son épouse trop étourdissante. Même avec ses enfants dont, quelques années avant, il suivait d'un cœur aimant leur travail scolaire, il se fit de plus en plus distant. Ils en souffrirent atrocement.

Ici il faut admirer la délicatesse avec laquelle Vincent Meylan

évoque les turbulences des dernières années du comte et de la comtesse de Paris. On n'en admire que plus la Princesse qui, non sans commettre elle aussi des erreurs, a jusqu'au bout maintenu l'union, en grand chrétienne, semblant n'être pas affectée par les vents mauvais.

Même la liaison du Prince avec Mme Friesz est totalement exempte du parfum de scandale dont on a voulu l'entourer. Loin, semble-t-il, d'être une intrigante, elle a par ses soins permis au Prince de vivre quelques années de plus. La comtesse de Paris l'a reconnu. Le remariage civil du prince Henri, comte de Clermont (l'actuel Comte de Paris *de jure* Henri VII) fut une dure épreuve pour une famille si chrétienne, mais peu à peu les passions se sont calmées. Saluons au passage la grande dignité de la comtesse de Clermont, devenue dès lors duchesse de Montpensier, qui a élevé dans de grandes difficultés ses cinq enfants dont deux handicapés.

Ruine ?

Reste la question de la fortune des Orléans. Vincent Meylan donne des indications objectives très précises remontant au temps des grands-parents.

« **Même si une partie importante de cette fortune a été dilapidée dans des spéculations douteuses, il n'en demeure pas moins vrai que que le principal artisan de la "ruine" progressive de la Maison de France tout au long de XX^e siècle est le Code civil, en imposant des partages à chaque génération.** » À cela se sont ajoutés au temps du comte de Paris des placements hasardeux, les malversations d'un homme d'affaires véreux et surtout le train de vie "royal" des années Louveciennes, payé bien sûr sur le patrimoine familial.

On est loin de l'image d'un vieux prince haineux, joueur, désireux de ne rien laisser à ses descendants... Le malheur est que ces questions de gros sous aient été portées sur la place publique. La comtesse de Paris en a souffert. Le comte de Paris reste évidemment une énigme, mais dans les familles royales il y en a eu d'autres !

L'étude approfondie menée par l'auteur prouve que si la fortune des Orléans a été amputée de beaucoup, il n'y a pas lieu de dire qu'ils sont ruinés. Signalons que la comtesse de Paris, soucieuse de l'avenir de la dynastie, a arrangé au mieux les intérêts du prince Jean duc de Vendôme, fils aîné de l'actuel comte de Paris, pour qu'il puisse vivre selon son rang. Il devra certes travailler au lieu de vivre de ses rentes, et cela le rapprochera encore des Français. Les temps ont changé. C'est peut-être terrible, mais la mission de la famille royale n'en saurait être affectée.

■
* **Vincent Meylan : Contre-enquête sur le comte et la comtesse de Paris. Éd. Pygmalion, 462 pages, 21,50 euros.**